

**LES ARCHIVES DU MOUVEMENT MUTUALISTE
ET DU MOUVEMENT SYNDICAL
CONSERVEES AU CAMT (Roubaix)**

Liste des fonds disponibles arrêtée au 1/11/2002

MOUVEMENT MUTUALISTE

Alliance ouvrière de Masnières (L'), coopérative de consommation (1989010)

Bricout René, coopérateur (1992009)

Burette François, coopérateur (1994025)

Cheminote de Maubeuge (La), coopérative (1989010)

Coisne Valérie, enquête sur la mutualité dans le Nord (1991003)

Communale de Saint-Michel (La), coopérative (1989010)

Coopérateurs de Flandre et d'Artois (1989004, 1991012)

Coopérateurs d'Escaut et Sambre (1989010, 1992009)

Coopérative de consommation du personnel de la Compagnie générale d'entreprises automobiles (1996027)

Coopérative des pays miniers (1997032)

Coopérative régionale du Nord (1992009)

Egalité de Beauvois (L'), coopérative (1989010)

Emancipatrice d'Aulnoye (L'), coopérative (1989010)

Entraide de Lys-lez-Lannoy (L'), mutuelle (1991007)

Fraternelle de Cambrai (La), coopérative (1989010)

Fraternelle de Marcoing (La), coopérative (1989010)

Fraternelle de Saint-Quentin (La), coopérative (1989010)

Mutuelle de l'INSEE (93 AS)

Mutuelle de Pont-à-Marcq (1991003)

Mutuelle Saint-Germain (1991008)

MOUVEMENT MUTUALISTE (fin)

Ouvrière de Villers-Outreaux (L'), coopérative de consommation (1989010)

Panification moderne (La), coopérative (1992009)

Persévérants de l'école laïque (Les), coopérative (1991003)

Ruche de Felleries (La), coopérative (1989010)

Ruche fourmisiennne (La), coopérative (1989010)

Saint-André (La), mutuelle (1991003)

Société de secours mutuel des anciens sous-officiers, brigadiers et caporaux de Lille (1991003)

Société de secours mutuel Le Pélican (19 AS)

Société La Vieillesse, mutuelle (9 AS)

Société pour l'encouragement des associations ouvrières (32 AS)

Union des coopérateurs des bassins de Selle et Sambre (1989010)

Union des coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain (1989001, 1989010)

Union des familles de Ferrière-la-Grande, coopérative (1989010)

Union des travailleurs de Béthencourt, coopérative (1989010)

Union des travailleurs d'Inchy-Beaumont, coopérative (1989010)

Union fraternelle de Houplin-Ancoisne, mutuelle (1991003)

Union générale de la mutualité du département du Nord (1991003)

Union générale de la mutualité du Pas-de-Calais (1996013)

Union maubeugeoise (L'), coopérative (1989010)

Voyageurs (Les), mutuelle (1991003)

SYNDICATS OUVRIERS CONFEDERES

Barreau Henri, prêtre-ouvrier militant CGT (1994005)

Besnard René, prêtre-ouvrier militant CGT (1994005)

Breistroffer Roger, prêtre-ouvrier militant CGT (1993002)

Breynaert, prêtre-ouvrier militant CGT (1993002)

CFDT Chimie Nord (1996031)

CFDT Hacuitex Nord (1996030)

Chartreux Henri, prêtre-ouvrier militant CGT (1994005)

Chauveau Bernard, prêtre-ouvrier militant CGT (1993002)

Deboodt Yves, militant CFDT (1996006)

Deliat Roger, prêtre-ouvrier militant CGT (1993002)

Duploux Victor, militant CFDT (1996021)

Equipes des prêtres-ouvriers du Pas-de-Calais, militants CFDT et CGT (2000001)

Fédération de l'éducation nationale (FEN) (1998011)

Gouttebauge Joseph, prêtre-ouvrier militant CGT (1994005)

Institut confédéral d'études et de formation syndicales CFDT (1995049)

Janssens-Merchez Evelyne, militante FO (1997001)

Lathuraz Bob, prêtre-ouvrier militant CGT (1993002)

Le Claire Patrick, militant CGT (1999008)

Patin-Dhalluin André et Elisabeth, militants JOC, JOCF et CFDT (1994030)

Philippe Francis, militant JOC et CFDT (1994024)

Six Jean-Marie, prêtre-ouvrier militant CGT (1989008)

SYNDICATS OUVRIERS CONFEDERES (fin)

Syndicat CGT de l'usine Massey de Marquette-lez-Lille (1992007, 1995007)

Syndicat CGT des travailleurs de la société Le matériel téléphonique (LTM) (1999022)

Syndicat national du personnel scientifique des Archives de France CGC (100 AS)

Union départementale CFDT du Pas-de-Calais (1994024)

Union locale CFDT de Valenciennes (1996010)

Union locale CFDT de la vallée de la Lys (1995011)

Union régionale CFDT du Nord-Pas-de-Calais (1994024, 1995067, 1997039)

Vergonjeanne Jacques, prêtre-ouvrier militant CFDT (1989005)

SYNDICATS INDEPENDANTS

Compagnie des agents de change de Paris (29 AQ)

Fédération nationale indépendante des syndicats de police (Confédération générale des syndicats indépendants) (65 AS)

Pommat Michel, syndicat des directeurs de piscine, centres sportifs et de loisirs (1998022)

Syndicalisme dans les PTT (7 AS)

Syndicat autonome des cadres pharmaciens (1997022)

Syndicat national des architectes des bâtiments de France (94 AS)

Union corporative des instituteurs (29 AS)

ASSOCIATIONS CONFESIONNELLES

Association catholique de la jeunesse française (34 AS)

Association de patronage des ouvriers chinois en France (47 AS)

Communautés ouvrières, association catholique (1997011)

Hocquet-Duval, militants chrétiens JOC (1995064)

JOC-JOCF Dunkerque, association catholique (1999016)

Reyns Emile, Action catholique ouvrière (ACO) (1998005)

SYNDICATS PATRONAUX

Association de l'industrie et de l'agriculture françaises (27 AS)

Caisse pour l'amélioration des structures de l'industrie meunière (CASIM) (1989002)

Caisse professionnelle de l'industrie meunière (1989002, 68 AS)

Caisse professionnelle de l'industrie semoulière (69 AS)

Comité central des armateurs de France (CCAF) (52 AS)

Comité central des houillères de France (40 AS)

Comité d'entente des syndicats patronaux de la région d'Armentières (1994007)

Comité des forges de France (41 AS)

Comité d'organisation de la meunerie (1989002)

Comité national interprofessionnel du rhum (70 AS)

Comité professionnel de l'industrie des pâtes alimentaires (47 AS)

SYNDICATS PATRONAUX (fin)

Commission mixte de boulangerie-meunerie du Nord (1989002)

Conseil national du patronat français (CNPf) (72 AS, 98 AS)

Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing (1996110)

Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux (2000 030)

Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux (FIMTM) (78 AS)

Fédération nationale de la publicité (1997033)

Syndicat des fabricants de toiles d'Armentières (1994007)

Syndicat des meuniers à façon du Nord et du Pas-de-Calais (1989002)

Syndicat des peigneurs de laine (1999020)

Syndicat patronal textile d'Armentières (1994007)

Syndicat patronal textile de Fourmies (1995014)

Syndicat professionnel des producteurs de matières plastiques (46 AS)

Union des entrepreneurs et artisans de plâtrerie de France (1998009)

Union meunière du Nord (1989002)

Union patronale de la région d'Armentières (1996110)

Unions patronales des régions d'Halluin, Comines et Wervicq (1996110)

COMITES D'ENTREPRISES

Bouvier Pierre, sociologue des comités d'entreprises et du syndicalisme (1994022)

Compagnie générale française de tramways, comité central d'entreprise (1996027)

Danone, comité d'entreprise de l'usine de Seclin (1997020)

Filature Kellermann, comité d'entreprise (1994031)

Régie nationale des usines Renault, comité d'établissement de Renault-Billancourt (1995049, 1997012)

SEQUESTRES DE L'ADMINISTRATION DES DOMAINES

Séquestre des biens des syndicats CFTC et CGT et de la Confédération générale de l'artisanat français (CGAF) (12 AS)

MOUVEMENT MUTUALISTE

ALLIANCE OUVRIERE DE MASNIERES (L')

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1921-1948

Importance matérielle : 6 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Alliance ouvrière de Masnières est absorbée en 1949 par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Présentation du contenu : statuts ; documents relatifs aux assemblées ; documents comptables ; répertoire de fournisseurs ; mémoires de travaux.

RENE BRICOUT

Entrée **1992009**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1919-1985

Importance matérielle : 2 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

René Bricout est président des Coopérateurs d'Escaut-Sambre de 1950 environ à 1984. En 1984, les Coopérateurs d'Escaut et Sambre fusionnent avec ceux de Sin-le-Noble pour former la Coopérative régionale du Nord, dont R. Bricout devient le président.

R. Bricout a été, de plus, membre du Comité exécutif et vice-président de la Panification moderne de 1970 jusqu'à sa dissolution.

Présentation du contenu : papiers personnels ; correspondance ; récits de voyage à l'étranger ; photographies ; fiches de paye du père de René, Edmond Bricout (1884-1961) qui fut aussi président de la Coopérative d'Escaut et Sambre.

FRANCOIS BURETTE

Entrée **1994025**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1901-1986

Importance matérielle : 35 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

François Burette a été président de L'Union des Coopérateurs de Denain et de l'arrondissement de Valenciennes, puis des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain, et président de la Fédération nationale des Coopératives de consommation.

L'Union des coopérateurs de Denain et de l'arrondissement de Valenciennes est issue en 1920 de l'ancienne coopérative "La Fraternité" fondée en 1900. Elle fusionne en 1968-69 avec l'Union des Coopérateurs de Sin-le-Noble pour devenir Union des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain.

Présentation du contenu : statuts de "La Fraternité", des Coopérateurs de Denain et de l'arrondissement de Valenciennes (ainsi que leur historique sommaire), des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain ; dossier d'administrateur de François Burette, organisé en sous-dossiers sur des sujets divers : écrits et prises de position de F. Burette sur le mouvement coopératif, biographies de personnalités coopératives, dossiers relatifs à des coopératives de mineurs (SO.CO.M.A d'Anzin et CCPM d'Hénin-Beaumont), dossier sur Usinor-Denain, correspondance ; rapports des congrès régionaux de 1928 à 1967, puis des conférences régionales de 1969 à 1983 (le rapport du congrès de 1928 est particulièrement intéressant, détaillant la répartition des coopératives par secteurs) ; quelques documents sur les congrès nationaux (1951-1983) ; diverses études sur la coopération (1956-1976) et l'album des Coopérateurs d'Escaut et Sambre (1935) ; études de marché (1911-1967) et documents publicitaires ; ouvrages sur la coopération (1907-1970) ; archives filmées sur les coopératives du Nord.

CHEMINOTE DE MAUBEUGE (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1928-1930

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Cheminote de Maubeuge est absorbée en 1930 par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Présentation du contenu : livre comptable.

VALERIE COISNE

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1881-1991

Importance matérielle : 4 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Historique de la conservation : Ce fonds d'archives a été rattaché artificiellement au versement de l'Union générale de la mutualité du Nord. Il consiste en documents rassemblés par Valérie Coisne dans le cadre d'une enquête commanditée par les Archives de France et l'Union générale, suivie de la rédaction d'un mémoire intitulé "Enquête sur les archives mutualistes du Nord" (1991).

Présentation du contenu : copies d'articles sur le mouvement mutualiste dans la région (1867, 1872), liste et effectifs des mutuelles régionales en 1936, répertoires du département du Nord pour 1987 et 1990, mémoire de 1976 sur la mutualité régionale ; petits dossiers consacrés à des sociétés mutualistes de la région (coupures de presse, brochures, livrets d'adhérents, médailles, photocopies d'articles) ; un dossier particulier est consacré à Roubaix et aux communes environnantes.

COMMUNALE DE SAINT-MICHEL (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1923-1965

Importance matérielle : 18 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La communale de Saint-Michel est une société coopérative d'alimentation à personnel et capital variables fondée vraisemblablement en 1923 et absorbée par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre en 1951.

Présentation du contenu : livres comptables ; livres concernant l'entrée et la sortie des produits.

COOPERATEURS DE FLANDRE ET D'ARTOIS - CFA

Entrées **1989004** et **1991012**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1908-1986

Importance matérielle : 437 unités documentaires (1989004), 1991012 non classé

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT pour 1989004

Notice historique

Fondée en 1919 sous le nom "Union des coopérateurs d'Hondschoote", la société fusionne avec d'autres coopératives et prend son nom de Coopérateurs de Flandre et d'Artois (CFA) en 1931. Avant la guerre de 1939, CFA est l'une des premières coopératives de consommation en France. CFA est liquidée définitivement en 1987, après une tentative de fusion avec la Coopérative régionale du Nord (CRN).

Présentation du contenu : actes constitutifs et actes de fusion ; procès-verbaux du conseil d'administration, des assemblées générales et des divers comités et sections ; documentation produite ; correspondance avec les sociétaires ; rapports des services ; dossiers concernant les entrepôts et succursales ; dossiers sur l'approvisionnement ; publicité et relations publiques (collection d'affiches et d'étiquettes de produits alimentaires) ; listes du personnel ; dossiers sur les mouvements du personnel ; dossiers sur les salaires et retraites ; conventions collectives ; procès-verbaux de comités d'établissement ; réglementation du travail ; monographies sur la coopération et revues émanant d'organismes nationaux ou locaux.

COOPERATEURS D'ESCAUT ET SAMBRE

Entrées **1989010** et **1992009**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1878-1984

Importance matérielle : 201 unités documentaires (1989010), 13 unités documentaires (1992009)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Les Coopérateurs d'Escaut et Sambre sont issus de l'Union des coopérateurs du Cambrésis, société anonyme à capital et personnel variables fondée à Cambrai en novembre 1919. Cette coopérative résulte de la fusion de plusieurs sociétés créées avant la guerre, dont la Caudrésienne de Caudry. Elle a pour activité la production agricole, le commerce de détail à succursales multiples et le sociétariat. La société adopte en 1930 l'appellation d'Union des coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Elle absorbe entre 1920 et 1976 une quarantaine de coopératives d'importance variable (de la simple boulangerie ou brasserie coopérative à l'Union des coopérateurs des bassins de la Selle et de la Sambre absorbée en 1976). De 6 000 sociétaires en 1920, elle passe au chiffre de 45 000 en 1939, 65 000 en 1970.

En 1983, la société fusionne avec l'Union des coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain (la société de Sin-le-Noble absorbant celle de Caudry) pour devenir Coopérative régionale du Nord (CRN).

Présentation du contenu

Entrée **1989010**, période 1878-1984 : documents relatifs à la constitution de l'affaire (statuts, répertoires d'actionnaires, dossiers de fusion des sociétés absorbées, historiques rédigés par la société) ; documents concernant les conseils, assemblées ; nombreux documents concernant les comités locaux ; rapports périodiques des services ; documents relatifs au patrimoine (plans de succursales, correspondance, dossiers sur les dommages de guerre) ; dossiers de participations coopératives ; nombreux livres comptables ; dossiers relatifs aux succursales, notamment aux fermetures de succursales entre 1954 et 1984 ; quelques documents concernant le personnel (notamment plan de licenciement collectif de 1983) ; documents sur l'action sociale et les festivités (dossiers des médaillés du travail ; dossiers d'organisation de fêtes et loisirs, notamment programmes et affiches de cinéma ; travaux scolaires sur le thème de la coopération) ; quelques documents concernant l'activité financière des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain.

Entrée **1992009**, période 1919-1988 : actes de société ; procès-verbaux de réunions ; dossiers d'administrateurs ; correspondance ; relations avec les organismes centraux ; dossiers de fusion (1920-1974).

COOPERATIVE DE CONSOMMATION DU PERSONNEL DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ENTREPRISES AUTOMOBILES

Entrée **1996027**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Compagnie générale d'entreprises automobiles

Dates extrêmes : 1944 - 1948

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : dépôt de la Compagnie générale d'entreprises automobiles

Conditions d'accès : communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Présentation du contenu : procès-verbaux des conseils et assemblées.

COOPERATIVE DES PAYS MINIERES - CCPM

Entrée **1997032**

Niveau de description : fonds

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

La Coopérative des pays miniers est créée en 1942. Elle est déclarée en liquidation en 1985.

Présentation du contenu : procès-verbaux des assemblées générales ; procès-verbaux du conseil d'administration ; comptabilité ; rapports aux actionnaires.

COOPERATIVE REGIONALE DU NORD - CRN

Entrée **1992009**

Niveau de description : fonds

Sous-fonds rattachés : Abeille wignehisienne (L') ; Alliance ouvrière de Masnières (L') ; Boulangerie coopérative de Menneret ; Bricout (René) ; Cheminote de Maubeuge (La) ; Communale de Saint-Michel (La) ; Coopérateurs d'Escaut et Sambre ; Égalité de Beauvois (L') ; Émancipatrice d'Aulnoye (L') ; Fraternelle de Cambrai (La) ; Fraternelle de Marcoing (La) ; Fraternelle de Saint-Quentin (La) ; Ouvrière de Villers-Outreaux (L') ; Panification moderne (La) ; Progrès de Sars-Poterie (Le) ; Ruche de Felleries (La) ; Ruche fourmisionne (La) ; Société coopérative de Prémont ; Société coopérative hirsonnaise ; Société coopérative La Hautmontoise ; Union des coopérateurs des bassins de Selle et Sambre ; Union des coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain ; Union des familles de Ferrière-la-Grande ; Union des travailleurs de Béthencourt ; Union des travailleurs d'Inchy-Beaumont ; Union maubeugeoise (L')

Dates extrêmes : 1919-1990

Importance matérielle : 2 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Coopérative régionale du Nord (CRN) est née en 1984 de la fusion des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain avec les Coopérateurs d'Escaut et Sambre. Elle reprend les Coopérateurs de Flandre et d'Artois en location-gérance en 1985, en vue d'une fusion qui n'aura pas lieu.

Elle devient Nouvelle CRN en 1985. Sa liquidation, prévue dès 1985, est effective en 1988.

Présentation du contenu : dossiers d'administrateurs (comptes rendus d'assemblées générales, 1984-1986 ; correspondance, 1985-1988 ; compte rendus de réunions du comité de direction ; procès-verbaux de réunion du conseil d'administration), 1984-1988 ; dossier de liquidation de la CRN, 1919-1990.

EGALITE DE BEAUVOIS (L')

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1925-1932

Importance matérielle : 2 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Égalité de Beauvois est une société coopérative fondée avant 1925, date la plus ancienne relevée sur les documents, et absorbée par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre en 1931.

Présentation du contenu : livres comptables.

EMANCIPATRICE D'AULNOYE (L')

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1908-1933

Importance matérielle : 35 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'émancipatrice d'Aulnoye est une société coopérative probablement créée peu avant 1908 (date de construction des bâtiments de la société), et absorbée par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre en 1931.

Présentation du contenu : registres d'actionnaires (1928-1932) ; livres comptables (1910-1932) ; dossiers relatifs au domaine (1908-1933).

ENTRAIDE DE LYS-LEZ-LANNOY (L')

Entrée **1991007**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1903-1963

Importance matérielle : 13 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'entraide de Lys-lez-Lannoy est une société mutualiste née de la fusion en 1939 de trois mutuelles: la Jeanne d'Arc, la Saint-Médard et la Mutuelle de Lys. La fusion prononcée pour la durée de la guerre devient effective au 1^{er} janvier 1946. La société compte alors 150 membres. Les effectifs croissent régulièrement et atteignent 400 inscrits en 1959, 570 en 1960. C'est dans ces années 1960 que se situe l'essor de la mutuelle, sous l'impulsion de son nouveau président, Modeste Rosseel. Les effectifs atteignent 1 275 personnes en 1970 ; l'éventail des prestations ne cesse de s'amplifier. L'entraide de Lys-lez-Lannoy absorbe la Saint-Benoît de la même commune en 1985. Elle est reprise par la Ruche de Roubaix en janvier 1991.

Présentation du contenu : registres matricules des membres, 1903-1963 ; procès-verbaux de réunions de commissions, 1910-1939.

FRATERNELLE DE CAMBRAI (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1924-1926

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Fraternelle de Cambrai a apparemment été absorbée par les Coopérateurs du Cambrésis, bien qu'aucun historique de la société ne fasse état de cette fusion.

Présentation du contenu : un livre de caisse.

FRATERNELLE DE MARCOING (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1923-1930
Importance matérielle : 2 unités documentaires
Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux
Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La fraternelle de Marcoing est une société coopérative absorbée par les Coopérateurs du Cambrésis en 1924.

Présentation du contenu : deux documents comptables.

FRATERNELLE DE SAINT-QUENTIN (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1920-1971
Importance matérielle : 4 unités documentaires
Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux
Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La fraternelle de Saint-Quentin est une coopérative ouvrière de consommation anonyme fondée en 1897, absorbée en 1971 par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Présentation du contenu : livrets de coopérateurs contenant les statuts, 1920-1971 ; compte rendu d'assemblée générale, 1971 ; deux numéros du bulletin de la société, 1969 et 1971.

MUTUELLE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

93 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1944-1983
Importance matérielle : 10 unités documentaires, 3,3 mètres linéaires
Modalités d'entrée : don (1993)
Conditions d'accès : communicable suivant les délais inscrits dans le contrat (60 ans)
Instrument de recherche : répertoire numérique par V. Dignac, 4 p.

Notice historique

La société mutualiste de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) est créée en 1944 au sein du service national des statistiques. Elle fait partie de la Fédération mutualiste de la Seine et comme toutes les sociétés de cette nature, elle se trouve sous la tutelle du ministère du Travail. Elle a compté 1800 membres au moins parmi les agents de la Direction générale, des directions régionales, les retraités et les veuves de retraités.

La gestion d'ensemble est assurée par le conseil d'administration qui comprend vingt-cinq administrateurs. Ceux-ci sont élus pour cinq ans. La gestion de détail est assurée par les bureaux de section. Il existe une section par direction régionale. Les membres des bureaux de section sont élus pour deux ans.

Présentation du contenu : correspondance ; circulaires et procès-verbaux de la Fédération nationale de la mutualité française et de la Fédération nationale des mutuelles de fonctionnaires et agents de l'Etat ; statuts ; règlements intérieurs ; notes ; procès-verbaux des assemblées générales ; historique.

MUTUELLE DE PONT-A-MARCQ

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1933-1969

Importance matérielle : 7 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La mutuelle de Pont-à-Marque est une société mutualiste de type territorial fondée le 8 avril 1882. Entre 1947 et 1969, elle absorbe neuf sociétés mutualistes : l'Aurore de Nomain, la Saint-Waast de Moncheaux, la Saint-Martin de Phalempin, la Fraternelle seclinoise de Seclin, la Fraternelle de Wahagnies, l'Avenir fraternel de Chéreng, la Saint-Eloi de Wavrin, la Saint-Nicolas de Péronne-en-Mélantois et la Société mutuelle de Seclin.

Présentation du contenu : statuts, 1951 ; arrêtés de fusion, correspondance, 1947-1969 ; procès verbaux d'assemblées générales, 1933-1939 ; livre et pièces comptables, 1936-1965 ; liste des adhérents, 1965.

MUTUELLE SAINT-GERMAIN

Entrée **1991008**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1872-1974

Importance matérielle : 6 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Mutuelle Saint-Germain est une société de secours mutuel fondée en 1872 à Mouvaux dans le Nord. C'est une société à caractère territorial ayant pour but l'entraide mutuelle, au départ plutôt morale que financière (soins aux malades, tours de veille...) qui prend de plus en plus au cours du XX^e siècle la forme de compensations financières. Les statuts sont modifiés en 1911, 1962, 1970.

La société compte 563 membres en 1974. Elle fusionne avec la Ruche mutualiste de Roubaix en 1991.

Présentation du contenu : statuts ; quelques documents relatifs aux conseils d'administration ; registre d'adhérents ; un bilan financier ; quelques programmes de fêtes ; bannière de l'association.

OUVRIERE DE VILLERS-OUTREAU (L')

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1937-1950

Importance matérielle : 6 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'ouvrière de Villers-Outreaux est une société coopérative absorbée en 1920 par les Coopérateurs du Cambrésis.

Présentation du contenu : livres comptables.

PANIFICATION MODERNE (LA)

Entrée **1992009**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1922-1984

Importance matérielle : 7 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La panification moderne est une société coopérative du nord de la France.

Présentation du contenu : papiers de René Bricout en tant que président de La panification moderne (registre de transfert de parts ; procès-verbaux du conseil d'administration ; bilans comptables).

PERSEVERANTS DE L'ECOLE LAIQUE (LES)

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1920-1958

Importance matérielle : 9 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Société de secours mutuel de type scolaire, Les persévérants de l'école laïque sont fondés au début des années 1920. Ils résultent de la continuation et de l'extension de la société de mutualité scolaire La jeunesse prévoyante et de sociétés similaires. Ils adhèrent à l'Union des mutualités scolaires.

Présentation du contenu : procès-verbaux d'assemblées générales ; livrets d'adhérents ; livres comptables ; bilans et comptes de la Caisse autonome.

RUCHE DE FELLERIES (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1919-1931

Importance matérielle : 3 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La ruche de Felleries est une société coopérative anonyme à personnel et capital variables, fondée le 12 novembre 1919 et absorbée par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre en 1931.

Présentation du contenu : dossier sur la formation de la société ; deux livres comptables.

RUCHE FOURMISIENNE (LA)

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1923-1929

Importance matérielle : 9 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La ruche fourmisiennne est une société coopérative de Fourmies absorbée en 1930 par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Présentation du contenu : documents concernant les actionnaires ; inventaire de stocks.

SAINT-ANDRE (LA)

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1912-1953

Importance matérielle : 2 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Saint-André est une société de secours mutuel établie à Saint-André dans le Nord. Elle est fondée le 30 avril 1860. Son but est d'éviter à l'ouvrier la misère en cas de maladie et de lui accorder une pension pour ses vieux jours. Elle fusionne en 1953 avec Les voyageurs.

Présentation du contenu : statuts ; procès-verbaux d'assemblées.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUEL DES ANCIENS SOUS-OFFICIERS, BRIGADIERS ET CAPORAUX DE LILLE

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1881-1986

Importance matérielle : 22 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Société de secours mutuel des anciens sous-officiers, brigadiers et caporaux de Lille et des communes suburbaines est fondée à Lille en 1881 sous la raison sociale "Société de secours mutuel des anciens sous-officiers de Lille et des communes suburbaines", raison sociale modifiée en 1937.

Entre 1945 et 1960, elle absorbe par fusion dix-sept sociétés mutualistes du département : les Anciens sous-officiers, brigadiers, caporaux et militaires classés de Lille, 1945 ; la Saint-Martin des anciens militaires de Lomme, 1946 ; les Anciens militaires français de Neuville-en-Ferrain, 1952 ; l'Association générale des mutilés et anciens combattants du département du Nord, 1953 ; les Anciens sous-officiers du canton de Seclin, 1953 ; les Anciens militaires de Nieppes, 1953 ; la Moulinoise de Lille, 1954 ; la Fraternelle de Wazemmes, de Lille, 1954 ; la Sainte-Barbe de Lille, 1955 ; la Fraternelle de Vieux-Berquin, 1955 ; le Pain mutuel de Lille, 1955 ; la Prévoyance de Lille, 1956 ; la Fraternelle prévoyante de Fournes-en-Weppes, 1956 ; l'Association mutuelle des anciens marins de la région du Nord de Lille, 1956 ; la Saint-Louis de la Chapelle-d'Armentières, 1957 ; la Coloniale de Lille, 1958 ; l'Humanité de Lille, 1958 ; la Saint-Roch de Moulins de Lille, 1960.

Présentation du contenu : formation de la société, 1881-1960 ; documents administratifs, 1881-1966 ; documents relatifs aux adhérents, 1881-1985 ; documents comptables, 1906-1986 ; documents relatifs à la vie de la mutuelle, 1902-1973.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUEL LE PÉLICAN

19 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1821-1958

Importance matérielle : 17 unités documentaires, 0,5 mètre linéaire

Modalités d'entrée : don (1958)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique, 4 p.

Notice historique

Fondé en 1821, Le Pélican a fusionné en 1957 avec la société mutualiste complémentaire des assurances sociales de la Seine.

Présentation du contenu : statuts ; rapports aux assemblées générales ; annuaires de la société ; procès-verbaux du conseil d'administration ; correspondance.

19 AS 1	Statuts, rapports aux assemblées générales, annuaires de la société.	1821-1958
19 AS 2-16	Procès-verbaux du conseil d'administration.	1821-1957
19 AS 17	Correspondance, administration de la société.	1821-1958

SOCIÉTÉ LA VIEILLESSE

9 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1824-1941

Importance matérielle : 53 unités documentaires, 3 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don (1947)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par R. Gourmelon, 6 p.

Notice historique

Société dite « des charrons et forgerons de la ville de Paris », la Société La vieillesse est fondée le 1^{er} janvier 1824 dans le but d'assurer à ses membres âgés de plus de 60 ans une pension de retraite. Elle est absorbée en 1939-1940 par la Caisse nationale des retraités.

Présentation du contenu : procès-verbaux des assemblées générales et conseils d'administration ; registres matricules.

9 AS 1-2	Assemblées générales.	1824-1941
9 AS 2-3	Conseil d'administration.	1887-1940
9 AS 4-53	Registres matricules.	1892-1935

SOCIÉTÉ POUR L'ENCOURAGEMENT DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

32 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1848-1849

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : versement (1974)

Conditions d'accès : librement communicable

Notice historique

La Société pour l'encouragement des associations ouvrières, créée le 10 juillet 1848 pour répartir un crédit d'aide aux associations ouvrières, constitue un exemple remarquable de l'ambiance quarante-huitarde.

Présentation du contenu : procès-verbaux des réunions avec table des associations contactées.

UNION DES COOPERATEURS DES BASSINS DE SELLE ET SAMBRE

Entrée **1989010**

Niveau de description : fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1950-1974

Importance matérielle : 4 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union des coopérateurs des bassins de Selle et Sambre est une société de consommation à capital et personnel variables, fondée en 1919 et absorbée en 1976 par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Présentation du contenu : historique de la société ; bilans financiers ; rapports de révision dressés pour la FNCC en 1965 et 1970.

UNION DES COOPERATEURS DE SIN-LE-NOBLE ET DE DENAIN

Entrées **1989001** et **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1901-1986

Importance matérielle : 4 unités documentaires (1989010) ; 331 unités documentaires (1989001)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La société a pour origine l'Union des Coopérateurs de l'arrondissement de Douai et environs, société anonyme à capital et personnel variables fondée en mars 1918 par Paul Foucault et quelques militants coopérateurs et syndicalistes. Cette coopérative, qui siège à Sin-le-Noble, regroupe progressivement toutes les unions coopératives locales des environs de Douai.

Elle a pour activités, outre le sociétariat, la production et la vente en succursales de petite surface. Dans les années 1970, la société se lance dans la distribution en grande surface avec l'ouverture de supermarchés et des hypermarchés Rond-Point de Liévin et Denain ; mais en raison de la gestion trop lourde, elle ne peut soutenir cette politique, et le front de vente est encore à 75 % de petits magasins au début des années 1980.

Après avoir absorbé en 1980 l'Union des coopérateurs de Denain, la société prend l'appellation globale d'Union des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain, siégeant à Sin-le-Noble.

En 1984, la société absorbe les Coopérateurs d'Escaut et Sambre, de Caudry. Le groupement des deux sociétés prend l'appellation de Coopérative régionale du Nord (CRN), et siège à Sin-le-Noble.

Présentation du contenu : actes de société de l'"Union des Coopérateurs de Sin-le-Noble et de Denain" et de plusieurs sociétés absorbées : la "Prolétarienne" de Sin-le-Noble, la "Revanche" de Montigny-en-Gohelle, la "Prévoyance des prolétaires", l'"Union carvinoise" ; procès-verbaux et comptes rendus de réunions ; correspondance avec les gérants et les sociétaires ; dossiers d'aide sociale ; dossiers relatifs au domaine (constructions et transformations de bâtiments) ; documents comptables ; inventaires de stocks ; documents concernant les ouvertures de succursales ; études de marché ; catalogues et documents publicitaires ; documents relatifs au personnel (livres de paie, comptes rendus de réunions, dossiers de revendications et de grève) ; nombreux documents sur les fêtes ; enregistrements de discours.

UNION DES FAMILLES DE FERRIERE-LA-GRANDE

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1930-1930

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union des familles de Ferrière-la-Grande, dans le Nord, est une société coopérative absorbée en 1954 par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre.

Présentation du contenu : registre d'actions.

UNION DES TRAVAILLEURS DE BETHENCOURT

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1911-1913
Importance matérielle : 1 unité documentaire
Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux
Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union des travailleurs de Béthencourt est absorbée en 1921 par les Coopérateurs du Cambrésis.

Présentation du contenu : un registre du personnel.

UNION DES TRAVAILLEURS D'INCHY-BEAUMONT

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds
Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1909-1930
Importance matérielle : 3 unités documentaires
Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux
Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union des travailleurs d'Inchy-Beaumont est une société coopérative absorbée par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre, probablement vers 1930.

Présentation du contenu : livrets d'adhérents ; procès-verbaux de réunions ; un livre comptable.

UNION FRATERNELLE DE HOUPLIN-ANCOISNE

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds
Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1919-1991
Importance matérielle : 13 unités documentaires
Conditions d'accès : communicable sur autorisation
Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union fraternelle d'Houplin-Ancoisne est une société mutualiste fondée le 26 mai 1892. En 1918, cette société fusionne avec la Société de secours mutuel Saint-Pierre, puis en 1991 avec l'Union générale des mutualités du Nord.

Présentation du contenu : statuts, 1950-1970 ; procès-verbaux d'assemblées générales, 1919-1991 ; registre comptable, 1919-1978 ; statistiques, 1970-1988 ; correspondance et documentation reçue, 1984-1991.

UNION GENERALE DE LA MUTUALITE DU DEPARTEMENT DU NORD

Entrée **1991003**

Niveau de description : fonds

Sous-fonds rattachés : Coisne (Valérie) ; Mutuelle de Pont-à-Marcq ; Persévérants de l'école laïque (Les) ; Saint-André (La) ; Société de secours mutuel des anciens sous-officiers, brigadiers et caporaux de Lille ; Société nationale d'entraide du mérite social ; Union fraternelle de Houplin-Ancoisne ; Voyageurs (Les)

Dates extrêmes : 1927-1975

Importance matérielle : 38 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union générale de la Mutualité du département du Nord (UGMN) est issue de l'Union départementale des Sociétés de secours mutuels du Nord, créée en 1894.

Cette société relève à partir de 1902 de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) créée à cette date. Elle siège 9, boulevard Vauban à Lille à partir de 1925, l'immeuble prenant le nom d'Hôtel de la mutualité.

Comme les autres Unions départementales, la société assure la coordination entre les sociétés mutualistes de base, remplit un rôle de documentation et de propagande ainsi qu'un rôle technique (création et gestion de services d'assistance).

L'Union départementale se dote à partir de 1923 de caisses de prêt, de retraites, d'assurances sociales, de maladie-maternité, de soins chirurgicaux. Elle est reconnue d'utilité publique en 1927. Une clinique mutualiste chirurgicale est construite à Lambersart en 1931.

L'UGMN, qui prend le relais de l'Union départementale, tient son premier conseil d'administration en décembre 1949. Sa constitution est ratifiée par décret du 30 mai 1950. Elle siège d'abord boulevard Vauban, puis au 117-119, rue nationale à Lille à partir de 1967.

Aux caisses créées par l'ancienne Union départementale, l'UGMN ajoute un service de construction de logements (1955), un service longue maladie-invalidité et un service "cure d'air" (1959).

Outre la gestion de ces services sociaux, l'Union assure à partir de 1950 la liaison entre la FNMF et les sociétés de base, et gère de nombreux dossiers de fusion et liquidation de sociétés par l'intermédiaire d'un comité de coordination.

Présentation du contenu: statuts de 1927 ; textes émanant de la FNMF, 1956-1958 ; procès-verbaux et rapports d'assemblées générales ; élections du conseil d'administration ; réunions et élections de comités et commissions ; dossiers de création et fusion de sociétés ; archives de la direction ; vie de la société ; prestations ; œuvres ; documents relatifs au patrimoine.

A ces archives ont été annexés deux documents concernant la Mutuelle Saint-Pierre de Sailly-lez-Lannoy et la Mutuelle des médaillés du commerce et de l'industrie (1905, 1931).

UNION GENERALE DE LA MUTUALITE DU PAS-DE-CALAIS

Entrée **1996013**

Niveau de description : fonds

Importance matérielle : environ 0,3 mètre linéaire

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

L'Union générale de la mutualité du Pas-de-Calais relève de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF). Comme les autres Unions départementales, la société assure la coordination entre les sociétés mutualistes de base, remplit un rôle de documentation et de propagande ainsi qu'un rôle technique (création et gestion de services d'assistance).

Présentation du contenu : ouvrages sur l'histoire des mutuelles ; recueil de notes ou articles ; publications mutualistes diverses.

UNION MAUBEUGEOISE (L')

Entrée **1989010**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Coopérative régionale du Nord

Dates extrêmes : 1919-1930

Importance matérielle : 22 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'union maubeugeoise est une société coopérative de consommation à forme anonyme, personnel et capital variables, fondée avant 1919. Elle est absorbée par les Coopérateurs d'Escaut et Sambre en 1930.

Présentation du contenu : livres comptables ; quatre dossiers concernant statuts et règlements, actionnaires, baux de succursales et contrats de gérance.

VOYAGEURS (LES)

Entrée **1991003**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union générale de la mutualité du département du Nord

Dates extrêmes : 1895-1972

Importance matérielle : 52 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Société de secours mutuel des voyageurs et employés de bureaux du commerce et de l'industrie de Lille et du Nord, Les voyageurs sont créés en 1863. Ils absorbent en 1953 la mutuelle Saint-André.

Présentation du contenu : actes de société ; procès-verbaux et dossiers des conseils et assemblées ; livrets d'adhérents ; livres comptables ; collection du *Messenger*, bulletin de la société.

SYNDICATS OUVRIERS CONFEDERES

HENRI BARREAU

Entrée **1994005**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les). Mission de Paris

Dates extrêmes : 1940-1974

Importance matérielle : 6 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Henri Barreau est un prêtre du groupe des insoumis de la Mission de Paris. Il est né en 1912 à Saint-André-de-la-Marche (Maine et Loire) et est décédé en 1997 à Villejuif.

Il est issu du diocèse d'Angers (études au petit séminaire de Beaupreau, au grand séminaire d'Angers puis à celui des Missions étrangères à Paris). Après avoir été prisonnier de guerre, il entre à la Mission de Paris en 1946. Prêtre-ouvrier à la Compagnie des compteurs de Montrouge, il est élu au congrès de février 1951 au secrétariat de l'union CGT des syndicats de travailleurs de la métallurgie (l'USTM), puis au comité exécutif de la fédération CGT des travailleurs de la Métallurgie (FTM-CGT). Il devient « insoumis » en 1954, puis adhère au Parti communiste en 1957. Après 1968, il devient journaliste à *Vie ouvrière* ; il écrit l'*Histoire inachevée de la convention collective de la métallurgie* en 1976 et *Voyage au cœur d'une entreprise* avec Jacques Gacon, Jacques Varin et Marie Barreau en 1987.

Présentation du contenu : pièces du procès opposant Gaston Tessier, président de la Confédération française des travailleurs chrétiens, à Henri Barreau et dix-sept de ses collègues devant l'Officialité ; cahiers de notes personnelles ; manuscrits ; cassette vidéo du film réalisé par sa fille Sophie Barreau-Nicod et scénario de ce film.

RENE BESNARD

Entrée **1994005**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les). Mission de Paris

Dates extrêmes : 1948-1976

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : dépôt

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

René Besnard est un prêtre du groupe des insoumis de la Mission de Paris. Il est né en 1915 à La Pommeraye dans le Maine-et-Loire et est décédé en 1976 à Cognac.

Issu du diocèse d'Angers (études au petit séminaire de Beaupreau puis au grand séminaire d'Angers), il est d'abord vicaire à Cholet. Il entre à la Mission de Paris en 1947, est prêtre-ouvrier perceur à Paris dans le 18^e et milite à la CGT (syndiqué à l'USTM, délégué du personnel, délégué du comité d'entreprise). Il devient « insoumis » en 1954, adhère au Parti communiste en 1956-1957 sans y exercer de responsabilité. Ouvrier jusqu'en 1965, il est nommé directeur d'un centre professionnel et éducatif en 1966 à Arnay-le-Duc, puis directeur d'un institut médico-professionnel à Cognac.

Présentation du contenu : documents sur la vie spirituelle et l'activité militante de René Besnard.

ROGER BREISTROFFER

Entrée **1993002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les)

Dates extrêmes : 1947-1958

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : don

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Né en 1921 à Asnières, Roger Breistroffer est un prêtre-ouvrier dans un premier temps « insoumis » qui quitta le groupe pour devenir vicaire.

Issu du diocèse de Paris (études au petit séminaire à Conflans, puis au grand séminaire à Issy-les-Moulineaux), il est séminariste requis en 1944, vicaire à Saint-Germain de Charonne à partir de 1947. Il entre à la Mission de Paris en 1951, devient prêtre-ouvrier à Arcueil dans le secteur de la métallurgie et milite à la CGT. « Insoumis » en 1954 puis « soumis », il est nommé vicaire à l'Immaculée conception de Billancourt le 9 octobre 1955. Prêtre-ouvrier de 1953 à 1965, il part pour l'Algérie en 1966 où il vit successivement à Souk-Ahras, Constantine puis Annaba. De retour en 1995, il est aujourd'hui vicaire à Alfortville.

Présentation du contenu : correspondance, notes et témoignages de Roger Breistroffer

JEAN BREYNAERT

Entrée **1993002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les)

Dates extrêmes : 1953-1954

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : don

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Né en 1923 à Paris, Jean Breynaert est un prêtre ouvrier insoumis à Rome en 1954.

Issu du diocèse de Paris (études au séminaire d'Issy-les-Moulineaux puis au séminaire de la Mission de France à Lisieux), il est ordonné prêtre de la Mission de France et nommé le 27 juin 1948 vicaire à Saint-Germain de Vitry. Prêtre-ouvrier dans le bâtiment à Montceau-les-Mines en 1950, il fait partie de l'équipe des barrages quand il est à Grenoble en 1953 et milite au sein de la CGT (secrétaire du syndicat, délégué du personnel, membre du bureau de l'union départementale). « Insoumis » en 1954, il est maçon à Paris en 1955, adhère au Parti communiste en 1956 sans y avoir de responsabilité et milite activement contre la guerre d'Algérie. Il travaille en Algérie de 1962 à 1965 comme conducteur de travaux.

Présentation du contenu : carnets de notes de Jean Breynaert.

CFDT CHIMIE [NORD]

Entrée **1996031**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1970-1988

Importance matérielle : environ 6 mètres linéaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé mais muni d'un bordereau de versement

Notice historique

L'union professionnelle CFDT Chimie Nord regroupe les syndiqués CFDT de la région Nord appartenant aux secteurs d'activités des industries du caoutchouc, de la chimie, du pétrole, des matières plastiques, du papier carton, de l'industrie et de la répartition pharmaceutique, du verre.

Présentation du contenu : procès-verbaux des réunions statutaires ; correspondance ; enquêtes ; dossiers d'actions et dossiers par entreprise ; périodiques et publications ; fanions et banderoles.

CFDT HACUITEX NORD

Entrée **1996030**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1935-1986

Importance matérielle : environ 40 unités documentaires (classement provisoire)

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Notice historique

Jusqu'en mai 1964, les archives concernent l'Union régionale textile. En mai 1964, les personnels des industries de l'habillement (confection, chapellerie...), du textile (tissage, filature, blanchiment, apprêt des fibres naturelles et artificielles...) et du cuir (chaussure, tannerie, maroquinerie, pelleterie, ganterie,...) se sont regroupés au sein de la fédération HA.CUI.TEX.

Présentation du contenu : comptes-rendus de réunions ; correspondance ; actions revendicatives ; notes ; circulaires ; tracts et dossiers documentaires.

HENRI CHARTREUX

Entrée **1994005**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les). Mission de Paris

Dates extrêmes : 1941-1999

Importance matérielle : 11 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Henri Chartreux est né en 1921 à Amailloux dans les Deux-Sèvres. Il est issu du diocèse de Poitiers (études au séminaire à Poitiers puis au séminaire de la Mission de France à Lisieux). Pendant la Seconde Guerre mondiale, il entre dans la Résistance. Il est ordonné prêtre de la Mission de France en 1947. Envoyé à Limoges en 1947, il constitue une équipe de prêtres-ouvriers. Il travaille comme manœuvre textile en 1948, passe dans les produits chimiques en 1951 puis est tourneur à la SNCF. Militant syndical à la CGT, il devient secrétaire de la Fédération CGT de la Haute-Vienne. « Insoumis » à Rome en 1954, il adhère au Parti communiste en 1958 et est chargé de la création de l'Institut CGT d'histoire sociale du Limousin en 1983. Il est décédé en 1990 à Limoges.

Présentation du contenu : correspondance privée ; documents concernant les réflexions et les engagements de l'équipe du Masgoulet ; documents sur la création et les activités de l'Institut régional CGT d'histoire sociale du Limousin ; textes, ouvrages, correspondance remis par Jeannette Dussartre-Chartreux, sa compagne qui a établi le livre *Destins croisés* en 1993.

BERNARD CHAUVEAU

Entrée **1993002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les)

Dates extrêmes : 1946-1991

Importance matérielle : 5 unités documentaires

Modalités d'entrée : don

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Bernard Chauveau est né en 1922 à Argentré dans la Mayenne. Il est issu du diocèse de Laval (études au petit et au grand séminaire de Laval). De 1947 à 1949, il est vicaire à Château-Gontier. Il entre à la Mission de Paris en 1949, est prêtre-ouvrier OS chez Renault à Boulogne en 1950, puis chez Farman en 1954. « Insoumis » à Rome en 1954, il milite à la CGT et exerce des fonctions de délégué du personnel, d'élu au comité d'entreprise puis de secrétaire du comité central d'entreprise. A partir de 1957, il travaille comme électricien d'entretien dans le bâtiment. Il prend sa retraite à Brannay dans l'Yonne. Il est décédé en 1996 à Sens.

Présentation du contenu : dossiers thématiques personnels constitués par Bernard Chauveau sur sa sanction et sur des prêtres ouvriers insoumis décédés ; correspondance ; cahiers de notes et réflexions personnelles ; enregistrement du témoignage de sa mère sur la façon dont elle appris et vécu la condamnation de son fils (1975-1976).

YVES DEBOODT

Entrée **1999006**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1973-1999

Importance matérielle : environ 1 mètre linéaire

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique

Yves Deboodt est représentant de la CFDT à la Caisse interprofessionnelle de retraite et de prévoyance pour les salariés (CIRPS).

Présentation du contenu : publications de la CFDT ; documentation reçue ; études particulières de la CFDT et émanant d'autres organismes ; documents sur les congrès et journées d'études ; tracts syndicaux. ; dossiers sur la CIRPS.

ROGER DELIAT

Entrée **1993002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les)

Dates extrêmes : vers 1936-1940

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Roger Déliat est né en 1907 à Tarbes. En 1940, il est nommé vicaire à Sainte-Marie des Fontenelles à Nanterre puis, en 1946, vicaire à Notre-Dame de Pontmain à Bagnolet. Il entre à la Mission de Paris en 1948, travaille comme OS à Renault-Billancourt, milite à la CGT, entre au comité exécutif en 1951 et est « insoumis-soumis » en 1954. Il a écrit *Vingt ans OS chez Renault. L'évolution d'un enfant du peuple devenu prêtre-ouvrier* en 1973. Il est décédé en 1978 à Boulogne-Billancourt.

Présentation du contenu : original de l'ouvrage d'Henri Godin et Yvan Daniel *France, pays de Mission*.

VICTOR DUPLOUY

Entrée **1996021**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1945-1986

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique

Victor Duploux est un militant CFDT, employé au sein des établissements Thomson-Brandt à Lesquin, dans le Nord.

Présentation du contenu : tracts de l'activité syndicale CFDT et d'autres organisations, collectés au sein de Thomson-Brandt.

EQUIPES PRETRES-OUVRIERS DU PAS-DE-CALAIS

Entrée **200001**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1963-1998

Importance matérielle : environ 2 mètres linéaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

L'équipe PO du Pas-de-Calais est, pour le moment, constituée d'Henri Caffart et de Désiré Marle. Ceux-ci font partie de la deuxième génération de prêtres-ouvriers, ils ont donc commencé à travailler à partir de 1965, formant une petite équipe à Liévin. Leur appartenance au monde du travail (brièvement à la mine, puis à la tréfilerie de Lens pour D. Marle ; dans les transports pour H. Caffart) se double d'un engagement syndical (CGT, CFDT). Ils sont bien intégrés dans le diocèse, où ils participent activement à la Mission ouvrière. Les prêtres-ouvriers du Pas-de-Calais participent régulièrement aux rencontres régionales et nationales des prêtres-ouvriers.

Présentation du contenu : dossiers retraçant les activités professionnelles de Henri Caffart (médecine du travail, prud'hommes) ; bandes magnétiques des rencontres PO ; dossiers retraçant les activités professionnelles et syndicales de Désiré Marle ; comptes rendus des rencontres PO et ACO.

FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE (FEN)

Entrée **1998011**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1944-1995

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : bordereau de versement

Notice historique

Après la scission de la CGT de 1947 et la création de la CGT-Force Ouvrière (CGT-FO), la FEN choisit, en 1948, de passer à l'autonomie pour préserver son unité.

A partir de 1951, avec le Comité national d'action laïque (CNAL), la FEN mène la lutte pour la défense de l'enseignement laïc. De 1954 à 1962 La FEN prend une part active dans les efforts pour la résolution du conflit algérien. En raison de son champ de syndicalisation, la FEN joue un rôle de médiation dans les événements de mai 1968. Depuis les années 70, elle joue un rôle moteur dans les négociations salariales. Les années 89 et 90 sont marquées par la discussion et la négociation de deux plans de revalorisation, l'un concernant les enseignants, l'autre, l'ensemble des fonctionnaires.

La FEN est une fédération de 31 syndicats nationaux. Elle est organisée en unions de syndicats nationaux, sections régionales, sections départementales, commissions locales de coordination.

Un Congrès national, assemblée souveraine de la fédération, se réunit tous les trois ans. Il regroupe les délégués des syndicats nationaux, des sections départementales et les membres du Conseil fédéral national. Il se prononce à la fois sur l'activité passée et celle à venir. Pour cela, il vote le rapport d'activité, définit et détermine la politique de la fédération dans tous les domaines en adoptant la « résolution générale ».

Le Conseil fédéral national (CFN) se réunit au moins trois fois par an. Il administre la fédération dans l'intervalle des congrès.

Le Bureau fédéral national (BFN) se réunit au moins deux fois dans l'intervalle des Conseils fédéraux nationaux. Il est composé de membres titulaires et d'autant de suppléants désignés par les unions des syndicats nationaux, les sections régionales ainsi que des secrétaires nationaux élus par le CFN. Le BFN, comme le CFN, administrent la fédération dans l'intervalle des congrès.

L'Exécutif national se réunit hebdomadairement. Il est composé des représentants désignés par les unions de syndicats nationaux et des secrétaires nationaux de la FEN. Il représente la fédération. Il rend compte devant le Bureau fédéral et il est responsable devant lui.

Présentation du contenu : fonds des secrétaires généraux ; affaires sociales ; éducation ; trésorerie ; vie interne ; secteur publications ; droits et libertés, laïcité ; enseignement supérieur et recherche ; secteur économique ; secrétariat à l'organisation ; secteur juridique ; affaires culturelles ; minutes des congrès.

JOSEPH GOUTTEBARGE

Entrée **1994005**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les). Mission de Paris

Dates extrêmes : 1952-1965

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : dépôt

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Joseph Gouttebarge est né en 1924 à Les Salles (Loire). Il étudie au séminaire de Lyon puis entre au séminaire de la Mission de France à Lisieux. Prêtre de la Mission de France, il est nommé vicaire de Saint-Ennemond à Saint-Etienne en 1949. Prêtre-ouvrier il travaille à partir d'octobre 1951 à la Compagnie des forges et ateliers de la Loire et milite à la CGT (délégué du personnel, délégué au comité d'entreprise). « Insoumis » à Rome en 1954, il continue ses activités syndicales en devenant délégué au comité central d'entreprise. En 1964, au moment de sa mort, il est secrétaire de l'Union départementale-CGT de la Loire.

Présentation du contenu : correspondance relative à l'insoumission de Joseph Gouttebarge et témoignages, en particulier textes et propos recueillis par Joseph Sanguedolce, Raymond Crozet, Maurice Combe, Robert Pacalet et Marie Gouttebarge .

INSTITUT CONFEDERAL D'ETUDES ET DE FORMATION SYNDICALES

Entrée **1995049**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1946-1970

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Institut confédéral d'études et de formation syndicales est un organe de la CFDT.

Présentation du contenu : *Bulletin* de la CFTC-CFDT, édité par l'Institut confédéral d'études et de formation syndicales, n°1, 1947 ; n°55, 1963 ; n°57 -84, 1964-1969 ; n°87-88, 1970.

EVELYNE JANSSENS-MERCHEZ

Entrée **1997001**

Niveau de description : fonds

Importance matérielle : environ 1 mètre linéaire

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique

Evelyne Janssens-Merchez est une militante de Force ouvrière. Elle est employée de la Caisse primaire de Roubaix de 1956 à 1996. En 1974, elle devient membre de la commission administrative FO, en 1977 du bureau FO. En 1979, elle est conseillé prud'homme au tribunal de Roubaix. En 1982, elle est membre du Conseil économique et social du Nord-Pas-de-Calais.

Présentation du contenu : bulletins et tracts Force ouvrière.

BOB LATHURAZ

Entrée **1993002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Insoumis (Les)

Dates extrêmes : 1954-1993

Importance matérielle : 3 unités documentaires

Modalités d'entrée : don

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Robert dit Bob Lathuraz est né en 1921 à Seythenex (Haute-Savoie). Mineur à Saint-Etienne, il entre au séminaire de la Mission de France à Lisieux, est séminariste à la Tuilerie Montchanin pendant l'été 45. Il entre au sanatorium de Thorenc en 1948. Prêtre de la Mission de France, il est aumônier du sana *La Souterraine 5*, ouvrier boucher aux abattoirs à Montceau-les-Mines en 1951, militant syndical CGT. « Insoumis » en 1954, il travaille comme fraiseur chez Rateau à La Courneuve à partir de 1965, est délégué du personnel et du comité d'entreprise et prend sa retraite en 1981 à Cons-Sainte-Colombe. Il est décédé en 1993 à Cons-Sainte-Colombe en Haute-Savoie.

Présentation du contenu : dossiers thématiques ; correspondance ; commentaires sur la façon dont Bob Lathuraz a vécu les différentes étapes de l'histoire des prêtres-ouvriers.

PATRICK LE CLAIRE

Entrée **1999008**

Niveau de description : fonds

Importance matérielle : environ 100 cartons

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique

Né dans les années 1950, Patrick Le Claire entre à la Mutuelle parisienne de garantie (MPG), filiale d'AXA, en 1973. Il milite à la CGT à partir de 1973. En 1990, il est secrétaire et trésorier de la section CGT, délégué au comité d'entreprise, délégué au comité d'hygiène et sécurité et délégué du personnel. Il représente également le personnel au comité de groupe AXA.

Présentation du contenu : documents produits ou reçus par P. Le Claire dans le cadre de ses activités syndicales.

ANDRE ET ELISABETH PATIN-DHALLUIN

Entrée **1994030**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1929-1991

Importance matérielle : 81 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

André et Elisabeth Patin-Dhalluin ont été extrêmement liés à la naissance et à l'expansion de la JOC à Roubaix-Tourcoing. André Patin, employé chez Louis Lepoutre, a fait partie des membres fondateurs de la JOC en 1927 à Roubaix tandis qu'Elisabeth Dhalluin contribua à fonder la JOCF à Tourcoing, où elle était ouvrière textile chez Tiberghien. Après la guerre, André et Elisabeth Patin-Dhalluin militèrent dans des mouvements familiaux. André Patin fut actif au sein du MLO, le Mouvement de libération ouvrière. Il était en particulier chargé de la diffusion du journal *Vie populaire*. Il a ensuite participé à Culture et Liberté, fruit de la fusion entre le Centre de culture ouvrière et le MLO en 1969. De son côté, Elisabeth Patin-Dhalluin

milita au sein de l'Association populaire familiale de Wattrelos jusqu'en 1973. André Patin a été en outre militant syndical à la CFDT et a participé à plusieurs conflits du travail au sein des Etablissements Louis Lepoutre, où il a effectué toute sa carrière et où il a été élu au sein du comité d'entreprise. Son activité syndicale s'est poursuivie au moment de sa retraite au sein de l'Union des retraités CFDT implantée à Wattrelos.

Présentation du contenu : comptes rendus de réunions, correspondance, notes de synthèses qui témoignent de l'activité d'André Patin en tant que membre fondateur de la JOC à Roubaix, en tant que militant et formateur au sein de mouvements familiaux (MLO, Culture et Liberté) ; dossiers documentaires thématiques et collections de périodiques ; ouvrages concernant principalement le mouvement jociste. Paul Desurmont.

FRANCIS PHILIPPE

Entrée **1994024**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union régionale CFDT Nord-Pas-de-Calais

Importance matérielle : environ 10 mètres linéaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique

Francis Philippe a été militant et permanent de la JOC, militant puis permanent de la CFDT dans le bassin de la Sambre et le Valenciennois (métallurgie) de 1966 à 1983 et responsable de la publication de la *Note sur la conjoncture économique* publiée par l'Agence régionale de développement jusqu'à sa mort en 1993.

Présentation du contenu : dossiers personnels ; publications et nombreuses brochures JOC.

JEAN-MARIE SIX

Entrée **1989008**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1969-1986

Importance matérielle : 10 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Jean-Marie Six, prêtre-ouvrier du diocèse de Lille, est né à Lomme en 1926. Il est stagiaire à Hellemmes en 1948, travaille en supermarché à La Madeleine de 1969 à 1986. Militant CGT, il a été délégué CGT du personnel de la société Fraismarché-Gro de 1976 à 1982.

Présentation du contenu : conventions collectives de la société Fraismarché-Gro ; élections et réunions de délégués ; tracts ; procès-verbaux de réunions de comités ; règlements intérieurs ; informations intéressant le personnel.

SYNDICAT CGT DE L'USINE MASSEY DE MARQUETTE-LEZ-LILLE

Entrées **1992007** et **1995007**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes 1945-1994

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

Le syndicat CGT de l'usine Massey de Marquette-lez-Lille a lutté contre la fermeture du site choisi en 1926 par le groupe canadien de construction de machines agricoles Massey-Harris pour s'implanter en Europe. Programmée depuis la fin des années 1970, cette fermeture intervient finalement en 1986 malgré la lutte opiniâtre des « Massey ». Mais les anciens des Massey restent encore actifs au sein de la mutuelle et au sein du syndicat CGT qui continue à publier une revue.

SYNDICAT CGT DES TRAVAILLEURS DU LMT [SECTION SYNDICALE DES INSTALLATIONS]

Entrée **1999022**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1975-1993

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Treize ans après l'invention du téléphone par Graham Bell, en 1889, année également de la création de l'Administration des postes et télégraphes en France (P et T), est fondée à Paris par G.Aboilard la société Le matériel téléphonique (LMT).

LMT fournit et installe des centraux téléphoniques automatiques pour l'administration des P et T. La société passe progressivement sous le contrôle de l'américain ITT (International telegraph and telecom) à partir de 1920.

En 1926, LMT remporte le marché pour équiper les centraux parisiens et en 1929 celui de l'équipement des villes de province.

La fabrication se fait dans une usine à Boulogne-Billancourt. Des équipes autonomes dépendant de LMT (les services des installations) sont chargées à travers toute la France d'équiper et de mettre en service les centraux. Ces services passent en 1976 sous le contrôle de Thomson puis de CIT-Alcatel en 1986.

Les archives collectées par Clairette Hajdu donnent un aperçu de l'activité (dans les années 70 et 80) du syndicat CGT des travailleurs de la société LMT.

Présentation du contenu : tracts et bulletins syndicaux.

SYNDICAT NATIONAL DU PERSONNEL SCIENTIFIQUE DES ARCHIVES DE FRANCE (CGC)

100 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1959-1988

Importance matérielle : 7 unités documentaires, 1 mètre linéaire

Modalités d'entrée : don (1989)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire numérique dact., par B. Joly

Notice historique

Autonome à l'origine, le Syndicat national du personnel scientifique des Archives de France s'affilie à la Confédération générale des cadres (CGC) vers 1963. Il a pour mission de défendre les intérêts matériels et moraux des conservateurs de la Fonction publique, travaillant soit à la direction des archives de France (ministère de la Culture) soit dans les collectivités locales (archives départementales et communales).

En 1971, le Syndicat national du personnel scientifique des archives de France s'allie à son homologue de la direction des musées de France pour constituer une fédération des cadres CGC du ministère de la Culture. En dépit de diverses tentatives d'implantation dans d'autres secteurs du ministère (Monuments historiques, direction des arts plastiques, Mobilier national, Centre national de la cinématographie etc.), cette fédération très lâche s'est généralement réduite aux archives et aux musées. La création en 1989 d'un corps unique de conservateurs du patrimoine provoque d'ailleurs la fusion des deux syndicats en un seul.

Le présent fonds (qui est susceptible de s'accroître) en contient deux en réalité : celui, très lacunaire, du syndicat des Archives et celui de la fédération de la Culture dont le président était généralement un archiviste et qui présente une lacune assez nette entre 1978 et 1981. Il renferme également - et c'est dans doute ce qui en fait l'intérêt majeur - les courriers reçus de la Fédération française des cadres de la fonction publique (FFCFP-CGC) : procès-verbaux du comité fédéral, circulaires, courriers etc. Ces documents permettent notamment de mesurer les difficultés rencontrées par cette fédération dans son fonctionnement et dans ses relations avec la Confédération générale des cadres.

Présentation du contenu

- Syndicat national du personnel scientifique des archives de France : organisation, circulaires, élections ; réformes administratives, propagande des autres syndicats ; réforme de l'Ecole des chartes
 - Fédération CGC du ministère de la Culture : organisation et activité de la fédération
- Fédération française des cadres de la fonction publique (FFCFP-CGC) : statuts, procès-verbaux du comité, publications, courriers, circulaires, congrès.

UNION DEPARTEMENTALE CFDT DU PAS-DE-CALAIS

Entrée **1994024**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Union régionale CFDT Nord -Pas-de-Calais

Dates extrêmes : 1929-1978

Importance matérielle : 146 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable avec autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'union régionale CFTC Nord-Pas-de-Calais, composée du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et des Ardennes, se divise en unions départementales après la Seconde Guerre mondiale. L'union départementale du Pas-de-Calais est issue de ce changement de structure de la CFTC. Elle devient union départementale CFDT à la suite de la scission de 1964 entre CFTC et CFDT.

Présentation du contenu : statuts et déclaration de l'Union locale de Béthune et des syndicats du bâtiment, employés, métallurgie, services hospitaliers, habillement, alimentation, 1929-1936 ; historique de l'union départementale ; réunions statutaires ; correspondance ; relations avec les unions locales ; documents sur les actions revendicatives.

UNION LOCALE CFDT DE VALENCIENNES

Entrée **1996010**

Niveau de description : fonds

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Présentation du contenu : dossiers d'actions ; dossiers documentaires.

UNION LOCALE CFDT VALLEE DE LA LYS

Entrée **1995011**

Niveau de description : fonds

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

UNION REGIONALE CFDT NORD-PAS-DE-CALAIS

Entrées **1994024** et **1997039**

Niveau de description : fonds

Sous-fonds rattachés : Philippe (Francis) ; Union départementale CFDT du Pas-de-Calais

Dates extrêmes : 1936-1981

Importance matérielle : 1112 unités documentaires (1994024)

Modalités d'entrée : dépôt

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT (1994024),), entrée 1997039 non classée

Notice historique

L'union régionale CFTC Nord-Pas-de-Calais rassemble, de 1919 à 1945, le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Aisne et les Ardennes. Après la Seconde Guerre mondiale, avec le développement du syndicalisme, la CFTC change de structures et adopte des unions départementales à la place de la large union régionale d'avant-guerre. Ces unions départementales gardent des relations étroites les unes avec les autres à travers un comité de liaison.

En 1964 a lieu la scission entre CFDT et CFTC. A partir de 1965 se développe une réflexion sur la régionalisation au sein du syndicat, parallèlement à l'évolution des structures administratives. L'Union régionale Nord-Pas-de-Calais se constitue officiellement en 1970.

Les archives de l'Union régionale du Nord-Pas-de-Calais témoignent de la naissance et du développement du syndicalisme chrétien dans le nord de la France. Elles reflètent les évolutions du syndicat, de la CFTC à la CFDT, sa participation aux grands débats politiques, économiques et sociaux (guerre d'Algérie, mai 68, droits de la femme, etc.). Elles permettent d'appréhender l'histoire de militants engagés dans des actions de tous les jours, acteurs incontournables de l'histoire d'une région, de ses mutations, de ses combats.

Présentation du contenu : procès-verbaux de réunions statutaires ; correspondance avec les unions locales, unions départementales, unions régionales professionnelles et unions régionales interprofessionnelles de retraités ; documents sur la formation syndicale notamment sur les écoles normales ouvrières ; dossiers des commissions permanentes et groupes de travail ; élections professionnelles ; participation à des organismes économiques régionaux ; création et gestion d'une caisse de grève ; documents sur les actions revendicatives ; publications des organisations CFTC-CFDT du Nord (notamment *Nord social*, 1920-1967 ; *Le petit démocrate*, 1910-1914 ; *Le peuple*, 1897-1903 ; *Reconstruction*, 1945-1964).

JACQUES VERGONJEANNE

Entrée **1989005**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1964-1983

Importance matérielle : 31 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Jacques-François Vergonjeanne, né en 1928 à Châtillon-sous-Bagneux, est dominicain. Il a été prêtre-ouvrier dans le textile. Depuis 1983, il vit au couvent de Strasbourg et assure les fonctions de responsable de formation de son ordre et d'aumônier des gens du voyage en Alsace .

Il a été employé chez Phildar (Les fils de Louis Mulliez) de juin 1969 à août 1983 en tant qu'agent d'études du travail au bureau "Organisation et méthodes". Ce bureau traitait d'ergonomie et établissait les normes de production selon les critères du Syndicat patronal textile de la vallée de la Lys. Ses activités étaient liées à cinq sites industriels. Il a également exercé des responsabilités syndicales de 1976 à 1983 en tant que militant CFDT.

Présentation du contenu : dossiers relatifs au travail de Jacques Vergonjeanne au bureau "Organisation et méthodes" chez Phildar ; dossiers de Jacques Vergonjeanne en tant que syndicaliste CFDT ; publications.

SYNDICATS INDEPENDANTS

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE DE PARIS

29 AQ

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1801-1873

Importance matérielle : 7 unités documentaires (en microfilm)

Modalités d'entrée : microfilmage (1954)

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : inventaire par B. Gille

Notice historique

Officiers publics chargés de la négociation des lettres de change et des effets publics, les agents de change ont vu leurs prérogatives établies par un édit de juin 1572. Ils sont supprimés par les lois des 2 et 17 mars 1791.

Une loi du 28 vendémiaire an IV les rétablit avec les courtiers en marchandises à Paris (en province par la loi du 28 ventôse an IX).

Les agents de change sont groupés en une Compagnie dirigée par un syndic. La Compagnie présente les nouveaux agents de change à la nomination du pouvoir exécutif et régleme la profession. C'est elle qui autorise les poursuites entamées par les agents contre les tiers. Elle gère une caisse commune qui a été créée en 1818 quand, lors d'une grave crise financière, la Compagnie s'est vue obligée d'emprunter pour soutenir plusieurs de ses membres.

Les procès-verbaux de la Compagnie contiennent les réceptions des nouveaux membres, les rapports annuels des syndics et des commissaires chargés de la gestion de la Caisse commune, les autorisations de poursuite et les demandes d'emprunt des agents en difficulté lors des crises.

Présentation du contenu :

29 AQ 1	Procès-verbaux des séances 19 juillet 1801 au 6 août 1823.
29 AQ 2	Procès-verbaux des 17 septembre 1823-23 août 1830.
29 AQ 3	Procès-verbaux des 17 septembre 1830-19 décembre 1839.
29 AQ 4	Procès-verbaux des 6 janvier 1831-11 décembre 1849.
29 AQ 5	Procès-verbaux des 20 décembre 1849-7 juin 1858.
29 AQ 6	Procès-verbaux des 27 juillet 1858-26 décembre 1866.
29 AQ 7	Procès-verbaux des 26 décembre 1866-5 mai 1873.

FEDERATION NATIONALE INDEPENDANTE DES SYNDICATS DE POLICE (CONFEDERATION GENERALE DES SYNDICATS INDEPENDANTS)

65 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1945-1975

Importance matérielle : 18 unités documentaires, 3 mètres linéaires

Modalités d'entrée : documents en déshérence

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire numérique par B. Joly, 5 p.

Notice historique

La Fédération nationale indépendante des syndicats de police a été créée, semble-t-il, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et a adhéré à la Confédération générale des syndicats indépendants (CGSI), avec laquelle ses relations ont souvent été tendues.

Présentation du contenu :

Le fonds, très lacunaire, est cependant riche d'informations pour cette fédération comme pour la CGSI.

65 AS 1	Registre d'adhésions.	1951-1954
65 AS 2-3	Correspondance.	1961-1968
65 AS 4-5	Commissions administratives paritaires : élections, délibérations.	1951-1973
65 AS 6	Statuts du personnel de la police.	1948-1972
65 AS 7	Congrès.	1947-1970
65 AS 8-9	Comité intersyndical de la police.	1948-1975
65 AS 10	Documentation sur les diverses fédérations syndicales de policiers.	1945-1975
65 AS 11-12	CGSI : statuts, congrès, documentation, propagande, activités. NB : contient un dossier de l'Union départementale des Bouches-du-Rhône de la CGSI (1952-1971).	1952-1973
65 AS 13-15	Le <i>guide du militant</i> , bulletin mensuel de la CGSI.	1951-1973
65 AS 16-18	Dossiers par régions et documentation imprimée.	

MICHEL POMMAT - SYNDICAT DES DIRECTEURS DE PISCINE, CENTRES SPORTIFS ET DE LOISIRS

Entrée **1998022**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1946-1982

Importance matérielle : 8 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Michel Pommat a été enseignant sportif et directeur de piscine. Il a eu des responsabilités syndicales au sein du Syndicat des directeurs de piscine, centres sportifs et de loisirs.

Présentation du contenu : bulletins syndicaux ; comptes rendus de réunions ; revues professionnelles ; correspondance ; papiers personnels.

SYNDICALISME DANS LES PTT

7 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1901-1932

Importance matérielle : 1 unité documentaire, 0,3 mètre linéaire

Modalités d'entrée : don (1936)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par B. Gille

Présentation du contenu :

7 AS 1

Collection de brochures imprimées réunies par un chef de bureau des PTT : syndicat national des ouvriers PTT, syndicat national des agents des PTT, association générale des agents des PTT, association des fonctionnaires et agents des services administratifs des PTT, fédération internationale et nationale des PTT : congrès, assemblées générales, publications.

1901-1932

SYNDICAT AUTONOME DES CADRES PHARMACIENS

Entrée **1997022**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1945-1991

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

Le Syndicat autonome des cadres pharmaciens est ouvert aux titulaires du diplôme d'Etat de pharmacien. Il défend ses membres collectivement et individuellement, les représente auprès des ministères, de l'Ordre national des pharmaciens, de divers organismes patronaux et professionnels. Il les informe par son journal, le *Journal de cadres pharmaciens*.

Présentation du contenu : procès-verbaux des assemblées générales ; circulaires ; bilans ; enquêtes ; rapports ; statistiques ; dossiers de litiges entre les adhérents du syndicat et leurs employeurs.

SYNDICAT NATIONAL DES ARCHITECTES DES BATIMENTS DE FRANCE

94 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1948-1961

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : versement (1994)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire par F. Hildesheimer, 1 p.

Notice historique

Le Syndicat national des architectes des bâtiments de France est fondé le 14 avril 1948.

Présentation du contenu : circulaires, 1948-1961 ; liste des membres, 1958 ; étude de la réorganisation de la direction de l'architecture, 1959.

UNION CORPORATIVE DES INSTITUTEURS

29 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1934-1940

Importance matérielle : 1 unité documentaire, 0,2 mètre linéaire

Modalités d'entrée : don (1971)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par F. Hildesheimer, 3 p.

Notice historique

L'Union corporative des instituteurs est une association formée en 1935 entre les instituteurs et institutrices publics de France et des colonies « pour la défense de l'esprit patriotique dans l'enseignement primaire, ainsi que la promotion de l'école avec les familles et les métiers, comme du droit des instituteurs aux études classiques ». Elle est dissoute par la loi du 15 octobre 1940.

Présentation du contenu : statuts ; assemblées générales ; listes de membres ; circulaires ; discours ; correspondance de la campagne pour l'unité syndicale (contre la CGT) ; insignes et publications.

ASSOCIATIONS CONFESSIONNELLES

ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

34 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1891-1936

Importance matérielle : 22 unités documentaires (en microfilm)

Modalités d'entrée : microfilmage

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : inventaire par F. de Ferry

Notice historique

L'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) est créée en 1886 par Albert de Mun, en vue de « fonder un ordre social chrétien ». Elle est d'abord limitée aux milieux étudiants avant de s'ouvrir, en 1896, à tous les jeunes catholiques désireux de s'intéresser aux problèmes sociaux. En 1891, son premier président, Robert de Roquefeuil, peut présenter à Rome plus de 1200 militants. Les groupes, très différents des points de vue géographique, social et économique, se multiplient dans toute la France et Outre-Mer (Algérie, Cochinchine). La diversité des milieux intéressés et la prise de conscience de la force que représente des ensembles mieux structurés, amènent l'ACJF à se répartir en formations spécialisées : la Jeunesse ouvrière catholique (JOC, 1927), la Jeunesse agricole catholique (JAC, 1929), la Jeunesse étudiante catholique (JEC, 1930), la Jeunesse maritime catholique (JMC, 1934) et la Jeunesse indépendante catholique (JIC, 1934). Chacune de ses formations affirmant de plus en plus sa personnalité, l'ACJF se dissout en 1956.

Elle diffuse auprès de ses membres des questionnaires pour préparer les congrès sociaux nationaux. Les réponses, manuscrites, sont souvent très détaillées et portent notamment sur la vie ouvrière, les problèmes des campagnes, le syndicalisme, la scolarisation, la pratique religieuse, la famille, les loisirs, la condition de la femme, le logement, l'organisation de l'après-guerre.

Présentation du contenu : documentation imprimée sur les congrès de 1891 à 1899 ; réponses aux questionnaires préparatoires aux congrès de 1903 à 1936 (l'ensemble des réponses couvre plus de 2000 communes) ; comptes rendus imprimés des congrès de 1903 à 1936.

	Congrès et réunions. Documents imprimés et réponses aux questionnaires.	
34 AS 1	Lyon, 1891 : les oeuvres, études d'organisation ; Tours, 1897 : l'idée d'association, le rôle de la jeunesse catholique ; Besançon, 1898 : l'action ; Lyon, 1899 : l'enseignement.	1891-1899
34 AS 2	Chalon-sur-Saône : la question syndicale.	1903
34 AS 3	Arras : la question mutualiste.	1904
34 AS 4	Albi : les conditions de travail de la jeunesse ouvrière (industrie, commerce, agriculture).	1905
34 AS 5	Bordeaux : l'organisation de la jeunesse catholique, formation intellectuelle, action sociale.	1907
34 AS 6	Angers : la question agricole.	1908
34 AS 7	Paris : l'action sociale dans l'ACJF.	1911
34 AS 8	Lyon : l'organisation professionnelle.	1912
34 AS 9	Caen : la répartition proportionnelle scolaire.	1913
34 AS 10	Paris : la préparation de l'après-guerre.	1918
34 AS 11	Paris : la crise de la conscience professionnelle.	1921
34 AS 12	Chartres : l'ordre social chrétien des campagnes.	1922
34 AS 13	Bordeaux : la vie municipale.	1923

34 AS 14	Strasbourg : le rôle de l'ACJF dans la vie nationale.	1924
34 AS 15	Nantes : la préparation du jeune homme au rôle de chef de famille.	1925
34 AS 16	Besançon : la vie régionale.	1926
34 AS 17	Rouen : l'apostolat dans la jeunesse ouvrière.	1927
34 AS 18	Grenoble : la jeunesse et l'action catholique.	1928
34 AS 19	Orléans : la conception chrétienne de la patrie et de la communauté internationale.	1929
34 AS 20	Nancy : la vie de travail.	1930
34 AS 21	Lourdes : la vie chrétienne.	1931
34 AS 22	Paris : congrès du cinquantenaire.	1936

ASSOCIATION DE PATRONAGE DES OUVRIERS CHINOIS EN FRANCE

47 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1921-1940

Importance matérielle : 27 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt (1982)

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : G. Barman et N. Dulioust, *Etudiants-ouvriers chinois en France, 1920-1940. Catalogue des archives*, Paris, 1981 (Centre de recherche et de documentation sur la Chine contemporaine. Ecole pratique des hautes études en sciences sociales)

Notice historique

La Société franco-chinoise d'éducation (SEFC) est fondée en 1916 pour encourager les Chinois venus en France à faire des études financées par leur travail. En 1921, elle se heurte à de graves difficultés financières. C'est alors qu'est créé un Comité franco-chinois de patronage (CFC) qui se donne pour objectif de placer les étudiants-ouvriers chinois et d'assurer l'apurement de la situation financière. En 1922 le CFC fusionne avec l'Association amicale franco-chinoise (AAFC), fondée en 1906, avec pour objectif, tout en continuant le patronage d'étudiants-ouvriers, d'encourager la venue en France d'une élite sélectionnée et de promouvoir les relations amicales franco-chinoises. L'AAFC cesse ses activités en 1940.

Présentation du contenu :

Les archives conservées concernent essentiellement la période 1921-1927 et proviennent pour l'essentiel du CFC qui a hérité d'une partie de celles de la SECF. Les documents postérieurs à 1923 viennent de l'AAFC.

47 AS 1	Documents administratifs généraux : statuts, comptes rendus d'activité, bulletins, états nominatifs et dossiers d'étudiants, listes d'établissements accueillant des étudiants-ouvriers.	1921-1940
47 AS 2-7	Dossiers des établissements d'enseignement ayant accueilli des étudiants-ouvriers.	1921-1927
47 AS 8-18	Dossiers des entreprises et employeurs ayant accueilli des étudiants-ouvriers ou sollicités dans ce but.	1921-1927
47 AS 19	Attestations individuelles ou collectives de la qualité d'étudiant-ouvrier délivrées par la SEFC, lettres (en chinois).	1921
40 AS 20-27	Reçus de secours financiers distribués par la légation de Chine à Paris aux étudiants-ouvriers (en chinois et en français).	1921

COMMUNAUTES OUVRIERES

Entrée **1997011**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1939-1996

Modalités d'entrée : dépôt

Importance matérielle : 38 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant délais indiqués dans le contrat

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Les communautés ouvrières sont un petit groupe de femmes chrétiennes laïques engagées dans la classe ouvrière et militant pour la justice. Huguette Gamonet, la fondatrice, est décédée à Paris en 1990. Elle eut l'intuition, comme une révélation, qu'il fallait créer une communauté nouvelle de type religieux regroupant des femmes, sans pour cela que ce soit une "congrégation" ni un "institut séculier". C'est en octobre 1944, à Marseille que naît la première communauté ouvrière. Par la suite, ces femmes se sont installées en 1954 à Paris puis à Montreuil. Elles déménagent en 1961 à Bagnolet puis, en 1965, à Ivry. Une petite communauté s'installe également à Alger de 1963 à 1971. Ces différents déménagements ont été guidés par les possibilités de trouver plus facilement du travail, de cheminer avec des militants, des prêtres au travail et de continuer à se questionner mutuellement sur les problèmes de la paix et sur les conditions de l'immigration. Certaines participent aux comités pour la paix en Algérie, aux différentes manifestations pour l'indépendance, aux associations pour l'information et l'alphabétisation.

Présentation du contenu : documents retraçant l'origine, les débuts et l'histoire courte de la communauté (textes fondateurs en grande partie rédigés par Huguette Gamonet pendant la période de recherche et d'installation à Marseille) ; correspondance de différents membres de la communauté et échanges de réflexions avec des pères jésuites ; transcriptions de réflexions individuelles et collectives (textes ou bandes magnétiques) ; articles de journaux situant les événements marquants des époques traversées, notamment la suppression des prêtres ouvriers, la guerre d'Algérie ; photographies, films, cassettes de chansons et de rapports illustrant le travail ou les vacances.

HOCQUET-DUVAL

Entrée **1995064**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1910-1994

Importance matérielle : 199 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Les papiers réunis par Louis Duval, né en 1913, et Fernande Verschaeve, son épouse, née en 1915, puis par leur fille, Marie-Paule Hocquet-Duval, offrent un témoignage de l'itinéraire de militants chrétiens très engagés dans la vie de leur quartier et, plus largement, de leur ville, Dunkerque.

L'ensemble du fonds offre donc une vue exemplaire des transformations de l'action militante dans le Nord, depuis l'implantation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) jusqu'aux mouvements actuels tournés principalement vers la défense des usagers. Parallèlement, la bibliothèque de Louis Duval et Fernande Verschaeve traduit l'attachement à l'identité religieuse, malgré la déconfessionnalisation de mouvements auxquels ils participent. La spécificité dunkerquoise marque aussi de son empreinte les actions successives de cette famille de militants vivement attachés à l'histoire ouvrière de leur région.

Présentation du contenu : documents qui témoignent des activités militantes de la famille Hocquet-Duval à Dunkerque (actions dans le cadre de la JOC, de l'Action catholique ouvrière, du Mouvement de libération ouvrière et des Associations populaires familiales ; militantisme au sein de la Confédération syndicale du cadre de vie à Dunkerque) ; documents de Philippe Carru, compagnon jociste de Louis Duval ; disques 78 tours de chants de la JOC (1937).

JOC - JOCF DUNKERQUE

Entrée **1999016**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1927-1990

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

La JOCF débute à Dunkerque sous l'impulsion de l'aumônier Gérard Pels. Elle est très active dès le début des années 1930 ; ses militantes, formées soigneusement, réalisent en particulier, plusieurs enquêtes sur le monde du travail. Elles sont regroupées par quartiers ou par milieux. De fréquentes réunions, des journées d'études, contribuent à créer une unité et un fort sentiment d'appartenance à un mouvement en pleine expansion.

Il en est de même pour la JOC, dynamique jusqu'à la rupture que créent l'Occupation et le départ de nombreux militants, partis en zone libre ou au STO. Les militantes de la JOCF se replient sur des activités d'entraide devenues primordiales.

La JOC et la JOCF reprennent vigueur et nombre dans l'après-guerre avec l'Abbé Delepoule. Le mouvement jociste connaît une forte évolution depuis les années 50. Les contours géographiques de la fédération évoluent : les rencontres régionales réunissent les militants de Dunkerque, Calais, Boulogne, Saint-Omer et Hazebrouck. Les activités, elles aussi, évoluent : tout en gardant le souci des adolescents intégrés dans le monde du travail (apprentis, jeunes professionnels), la JOC se tourne vers le milieu scolaire, puis à partir des années 1970, vers le monde des jeunes chômeurs.

Présentation du contenu : ouvrages et périodiques JOC ; comptes rendus de réunions et de recollections ; notes des aumôniers ; montages diapos ; affiches ; tracts ; cassettes audio.

EMILE REYNS

Entrée **1998005**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1934-1987

Importance matérielle : 93 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Emile Reyns est prêtre de l'Action catholique ouvrière (ACO) dans la région de Dunkerque.

Présentation du contenu : tracts syndicaux ; quelques notes de réflexion de l'ACO sur l'action menée lors des conflits ; collection de *Témoignage*, périodique de l'ACO ; fiches des *Documents ACO* et ouvrages concernant surtout l'Action catholique.

SYNDICATS PATRONAUX

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE FRANÇAISES

27 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1883-1965

Importance matérielle : 14 unités documentaires

Modalités d'entrée : don (1966)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par I. Guérin-Brot, 7 p.

Notice historique

Fondée en 1878 à l'initiative du syndicat des industries textiles, l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises regroupe les représentants des principales branches de l'industrie dans le but de contribuer à la défense du travail national et au développement de la production française en réaction contre la politique libérale du Second Empire. En 1892, les syndicats d'agriculture s'y associent. Son rôle décroît à partir de la création en 1919 de la Confédération générale de la production française dont elle devient l'organisme technique spécialisé dans l'étude des questions douanières et des conventions commerciales. Elle essaie de revivre après 1945 en liaison avec le Conseil national du patronat français (CNPFF) mais est dissoute en 1961.

De 1936 à 1939, l'Association assure la gestion du Bureau des renseignements et d'études des transports industriels et commerciaux (BRETIC).

Présentation du contenu : statuts ; assembles générales ; comités directeurs ; Commission d'action économique et douanière ; études et documentation ; comptabilité ; personnel ; BRETIC.

27 AS 1-2	Statuts, assemblées générales, dîners, débats, déclarations officielles.	1883-1965
27 AS 3-4	Comité directeur (lacunes)	1916-1951
27 AS 5	Commission d'action économique et douanière.	1921-1925
27 AS 6-7	Correspondance.	1927-1961
27 AS 8-9	Études et documentation imprimée.	1932-1957
27 AS 10-11, 13	Membres et présidents.	1884-1961
27 AS 12	Comptabilité.	
27 AS 14	Personnel, 1936-1960. BRETIC, 1936-1941.	1936-1960

CAISSE POUR L'AMELIORATION DES STRUCTURES DE L'INDUSTRIE MEUNIERE - CASIM

Entrée 1989002

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Chambre syndicale des meuniers du Nord

Dates extrêmes : 1965-1976

Importance matérielle : 2 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Caisse pour l'amélioration des structures de l'industrie meunière (CASIM) émane de l'Association nationale de la meunerie française.

Créée dans le but de relayer la Caisse professionnelle de l'industrie meunière pour les rachats de contingents à partir de 1965, la Caisse verse aux meuniers acceptant de cesser leurs activités une indemnité complétée par celle de la Chambre syndicale. Les rachats de contingents perdurent jusqu'en 1979.

Présentation du contenu : cessions de contingents.

CAISSE PROFESSIONNELLE DE L'INDUSTRIE MEUNIERE

Entrée **1989002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Chambre syndicale des meuniers du Nord

Dates extrêmes : 1937-1965

Importance matérielle : 24 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

La Caisse professionnelle de l'industrie meunière est une organisation professionnelle des exploitants de moulins, créée en 1939 par le Comité professionnel de la meunerie pour compléter l'action de la Société immobilière et industrielle.

Son but est de contribuer à l'assainissement de la situation de la meunerie française par l'application du décret de contingentement national promulgué en 1935. La Caisse rachète les contingents de moulins et organise la cession des droits de mouture, laissant à la Société immobilière le soin du rachat des immeubles et du matériel.

La Caisse professionnelle, dissoute en 1965, est ensuite relayée par la Caisse pour l'amélioration des structures de l'industrie meunière.

Présentation du contenu : dossiers de cession de contingent professionnel de 282 moulins et correspondance afférente.

CAISSE PROFESSIONNELLE DE L'INDUSTRIE MEUNIERE

68 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1939-1966

Importance matérielle : 153 unités documentaires

Modalités d'entrée : versement (1972)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : bordereau de versement (classements et cotations provisoires)

Notice historique

La Caisse professionnelle de l'industrie meunière est créée en 1938. Son rôle consiste à racheter les contingents en vue de l'assainissement de la profession, action qui a permis la résorption de 4322 contingents, soit une diminution de 48 % du nombre des entreprises de meunerie. Elle est dissoute le 5 juillet 1965 à compter du 1^{er} janvier 1966.

Présentation du contenu :

68 AS 1-36	Correspondance générale.	1960-1965
68 AS 36-42	Comptes bancaires, assurances...	1942-1966
68 AS 43-46	Bilans.	1939-1966
68 AS 47-54	Courrier et factures.	1940-1966
68 AS 55-116, 142-143	Comptabilité.	1940-1966
68 AS 117-120	Courrier, documents comptables, documents d'administration.	1940-1965
68 AS 121-124, 146-149, 152	Rachats des contingents de moutures.	
65 AS 125-141, 153	Documents d'administration : rapports annuels, assemblées générales, conseils d'administration, comités de direction, comités régionaux.	1940-1966
65 AS 144-145	Relations avec le Groupement (puis Comité) professionnel de la meunerie.	
65 AS 150-151	Suspension et radiations.	1941-1965

CAISSE PROFESSIONNELLE DE L'INDUSTRIE SEMOULIERE

69 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1940-1965

Importance matérielle : 34 unités documentaires

Modalités d'entrée : versement (1972)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : bordereau de versement (classement et cotation provisoires)

Notice historique

Archives versées par le Service de liquidation des organismes para-administratifs et professionnels. Activités concernant l'Algérie en liaison avec la Caisse professionnelle de l'industrie meunière (68 AS).

Présentation du contenu :

69 AS 1-15	Registres et documents comptables.	1940-1965
69 AS 16-32	Procès-verbaux, documentation, budgets (Comité professionnel et Caisse professionnelle), rapports de la Société fiduciaire continentale, ordres de paiement, situations comptables.	1944-1965
69 AS 33-34	Courrier (Alger et Paris).	1943-1965

COMITE CENTRAL DES ARMATEURS DE FRANCE - CCAF

52 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1903-1984

Importance matérielle : 540 unités documentaires, 135 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt (1983, 1986)

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : bordereau de versement par P. Etienne

Notice historique

Fondé à Paris en 1903, le Comité central des armateurs de France (CCAF) est l'organisme professionnel patronal groupant, au plan national l'ensemble des armateurs français.

Institué dans les termes de la loi du 21 mars 1884, son objet est l'étude et la défense des intérêts commune à l'ensemble de l'armement qu'il représente tant auprès des pouvoirs publics et des organisations syndical de marine dans le cadre national, qu'au sein d'organismes internationaux de caractère privé ou public.

Sa création est due à l'initiative de plusieurs groupements régionaux d'armateurs, confrontés alors à des questions immédiates d'intérêt général pour la profession et sur lequel le Parlement était appelé à se prononcer : conditions de travail à bord des navires, responsabilité de l'armateur figurant dans les connaissements, institution d'un régime d'aide à la Marine marchande.

La nature de chacun de ces trois problèmes : social, juridique, économique, restera en fait l'axe principal des activités du Comité et pour lesquels il lui faudra constamment informer les pouvoirs publics, leur apporter des éléments objectifs parfois hors de portée ou hors de leur attention, sur lesquels ils pourront fonder un jugement dans la définition d'une politique maritime.

Dans le domaine économique, la politique de soutien à l'armateur a été rénovée depuis la loi de 1906 qui retint l'essentiel des proposition du Comité dissociant les aides à la construction navale de celles destinées aux armateurs, passant dans les années 1960 d'un régime d'aide à l'exploitation à un régime de soutien à l'investissement.

Dans le domaine social, le premier accord de salaires au plan national fut signé en 1925 entre le Comité des armateurs et les syndicats de marins, suivi à partir de 1927 par de véritables conventions collectives

Ayant groupé des l'origine des adhérents très différents de par la taille de leur entreprise, l'organisation interne du Comité fut influencée par cette diversité. Indépendamment des dispositions prises pour assurer la représentation équitable au conseil d'administration, des section selon le type des navires et la nature du trafic furent créées en 1918 : lignes régulières, transport de vrac, navires pétroliers, cabotage, remorquage, transport de passagers.

Si le nombre des membres du Comité a varié suivant les années et notamment à la suite du départ des armateurs à la pêche qui créèrent leur propre organisation après la Seconde Guerre mondiale, le pourcentage du tonnage représenté n'a jamais été inférieur à 95 % soit la quasi totalité de la flotte de commerce française.

Les principales publications du CCAF sont *La marine marchande* (rapport annuel), *Le transport maritime, études et statistiques*, *l'Annuaire de la marine marchande* (liste des compagnies maritimes françaises et de leurs bateaux).

Présentation du contenu :

Administration du CCAF

52 AS 371-372	Assemblées générales, statuts, règlements intérieurs, contentieux.	1905-1959
52 AS 1-39 et 310-325	Correspondance avec les administrations.	1903-1984
52 AS 40-199, 261-268 et 270-287	Correspondance avec les grandes compagnies.	1903-1952
52 AS 288-309	Correspondance avec les armateurs non adhérents.	1928-1978
52 AS 200-240 et 258	Correspondance diverse.	1903-1984

52 AS 247-258	Correspondance avec les organismes nationaux, étrangers et internationaux.	1903-1940
52 AS 259-261, 268-269, 277	Correspondance avec les chambres de commerce	1903-1984
	Correspondance avec les ambassades étrangères à Paris.	1930-1982
52 AS 269-270	Correspondance avec les agents, diplomates des colonies et protectorats français.	1927-1964
	Correspondance avec les fédérations, associations, comités, organismes nationaux et internationaux, armateurs étrangers.	1903-1984
<i>Dossiers thématiques</i>		
52 AS 355-541	Dossiers concernant les centres d'intérêt et les secteurs d'intervention du CCAF. Principales rubriques : arbitrage, assurances, avaries, canaux, charbon, chemins de fer, code de commerce, guerre de 1939-1945 (reconstitution de la flotte de commerce, application de la charte-partie du 15 septembre 1940, réquisitions), BIT, connaissements, dividendes des compagnies maritimes, douanes, combustibles liquides, effectifs, engagements, enseignement maritime, fret, impôts, invalides, lignes de charge, marine marchande, mobilisation de la flotte de commerce, passagers, pavillon, pensions, pertes, personnel sédentaire, pilotage, ports, postes, rapatriement et traitement, réquisitions (guerre de 1914-1918), salaires, sanitaire, sécurité, TSF, tourisme, travail, ventes et achats de navires...	
52 AS 524-528	Dossiers de la chambre arbitrale de Paris.	1909-1965

COMITE CENTRAL DES HOUILLERES DE FRANCE

40 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1833-1963

Importance matérielle : 269 unités documentaires,

Modalités d'entrée : dépôt (1978, 1981, 1986)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par O. Allain, I. Brot et F Hildesheimer, 105 p.

Notice historique

Organisme de défense des intérêts professionnels des compagnies houillères créé après diverses tentatives d'associations en 1887 : dissout en 1940, il fut remplacé par le Comité d'organisation des combustibles minéraux solides dont les pouvoirs furent transférés à la fin de 1944 au directeur des Mines, commissaire du gouvernement jusqu'à la nationalisation de 1946. Son action s'exerça principalement lors des révisions successives de la législation minière dans le domaine de la résistance aux pressions gouvernementales et syndicales, et ses deux présidents successifs Henri Darcy et Henri de Peyerimhoff eurent une influence réelle. Il développa également une activité d'information de ses membres par la publication de circulaires et de rapports.

Présentation du contenu : assemblées générales ; commissions techniques ; circulaires ; statistiques ; questions commerciales ; mobilisation économique dans les mines.

40 AS 1-4, 40 AS 110, 40 AS 212, 40 AS 219	Documents concernant le Comité central des houillères de France et son évolution : assemblées générales, séances ordinaires, commission technique...	1908-1946
40 AS 5-26, 40 AS 111-163	Lettres-circulaires et circulaires de jurisprudence.	1900-1944
40 AS 27	Statistiques générales de l'industrie houillère.	1919-1949
40 AS 28-31, 40 AS 217	Questions commerciales : organisation du marché du charbon, les charbons allemands au titres des réparations, taxation, société de vente des charbons lorrains, transports.	1893-1940
40 AS 32-33	Mobilisation économique dans les mines : production et personnel.	1913-1946
40 AS 33	Standardisation de l'outillage.	1917-1946
40 AS 34-39	Réglementation : règlement général sur l'exploitation des mines (1909-1911), établissement des dépôts d'explosifs (1902-1923), règlements d'ateliers (1889-1902), durée de la journée de travail (1901-1922), emploi de l'électricité (1904-1909).	1889-1923
40 AS 40	Main d'œuvre et recrutement.	1901-1947
40 AS 50-54, 40 AS 213, 40 AS 268	Salaires.	1916-1963
40 AS 55-65, 40 AS 215-216, 40 AS 218	Service sociaux : caisses de secours et de retraite, allocations familiales, habitations, enfance, loisirs.	1882-1945
40 AS 66-69, 40 AS 214-215	Hygiène et maladies professionnelles	1872-1940
40 AS 70-78, 40 AS 213, 40 AS 216, 40 AS 267-268	Conflits du travail et conventions collectives.	1886-1963
40 AS 79-86, 40 AS 212	Réforme de la législation des sociétés et du régime fiscal.	1893-1939
40 AS 87	Siège social, baux, contrats et sous-locations.	1897...
40 AS 88-104	Rapports avec des organismes extérieurs : organismes internationaux, chambres de commerce, presse, grandes écoles, syndicats, sociétés diverses.	1893-1940
40 AS 107-109 40 AS 110-211	Participations, sociétés parallèles. Documentation : rapports, circulaires, annuaires du CCHF, circulaires de la Chambre des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, compte rendu des travaux des ingénieurs des mines.	1833-1940
40 AS 250-266	Dossiers de documentation concernant les compagnies houillères.	XVII ^e -XX ^e siècle
40 AS 269	Exposition universelle de 1900 : exposition minière (photographies).	
40 AS 270	Comité d'organisation de l'industrie des combustibles minéraux solides : décisions particulières.	1941-1943, 1945
40 AS 271	Documents divers.	1905-1945

COMITE D'ENTENTE DES SYNDICATS PATRONAUX [REGION D'ARMENTIERES]

Entrée **1994007**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Syndicat patronal textile d'Armentières

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

Le Comité d'entente des syndicats patronaux est créé en 1946. Ce comité a pour objet "d'étudier interprofessionnellement toutes les questions d'ordre économique et social, et de prendre le cas échéant position officielle à leur sujet. Sur le plan local, d'établir et de maintenir les meilleurs rapports entre les diverses professions de la région d'Armentières".

Il est actuellement remplacé par l'Union patronale interprofessionnelle Flandre et Lys.

COMITE DES FORGES DE FRANCE

41 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1865-1940

Importance matérielle : 78 unités documentaires, 4 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt (1978)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par I. Guérin-Brot, 5 p.

Notice historique

Créé en 1864 par les maîtres de forges comme organisme d'étude et de défense des intérêts professionnels, le Comité des forges de France est réorganisé en 1887-1888. La chambre syndicale de la sidérurgie lui succède en 1945. Il joue un rôle important dans l'organisation collective de la sidérurgie, notamment dans les domaines du contingentement de la production et de l'organisation des marchés.

Présentation du contenu : documentation imprimée et multigraphiée.

41 AS 1-12	Circulaires.	1905-1919
41 AS 13-60	Bulletins.	1865-1939
41 AS 61-78	Annuaire	1891-1940

Sources complémentaires (mise à jour de 1990)

Chambre syndicale de la sidérurgie (62 AS)

Fonds Wendel (189 AQ)

COMITE D'ORGANISATION DE LA MEUNERIE

Entrée **1989002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Chambre syndicale des meuniers du Nord

Dates extrêmes : 1941-1970

Importance matérielle : 9 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'ancien Groupement professionnel de la meunerie est habilité comme Comité d'organisation de la meunerie par loi du 3 décembre 1941.

Ce Comité, siégeant à l'OPM (Organisation professionnelle de la meunerie) à Paris, possède des bureaux départementaux. Il est chargé de l'organisation de la profession : recensement des entreprises, élaboration des programmes de production, participation aux plans de répartition, constitution de groupements d'entreprise.

Il lance un plan de compensations de 1941 à 1952 (les liquidations de compensations se poursuivront jusqu'en 1970), pour indemniser les meuniers limitant volontairement leur activité et un plan de concentration des moulins, mis en place en 1943 et abandonné progressivement à partir de 1945, pour indemniser ceux qui acceptent de fermer leur usine et de cesser toute production pour une durée d'au moins un an.

Présentation du contenu : dossiers de compensation ; dossiers de concentration volontaire ; enquêtes sur les moulins du Nord.

COMITE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU RHUM

70 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1957-1966

Importance matérielle : 15 unités documentaires

Modalités d'entrée : versement (1972)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : bordereau de versement (classement et cotation provisoires)

Notice historique

Comité dissous le 9 septembre 1965 et dont les archives ont été versées par le service de liquidation des organismes para-administratifs et professionnels et partiellement répertoriées. Elles concernent la métropole et l'Outre-mer.

Présentation du contenu : la partie répertoriée du fonds se compose de documents comptables et du courrier pour les années 1957-1966.

COMITE PROFESSIONNEL DE L'INDUSTRIE DES PATES ALIMENTAIRES

67 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1942-1964

Importance matérielle : 31 unités documentaires

Modalités d'entrée : versement du Service de liquidation des organismes para-administratifs et professionnels (1972)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : bordereau de versement (classement et cotation provisoires)

Notice historique

Le Comité professionnel de l'industrie des pâtes alimentaires est créé par la loi du 24 juin 1941 et les arrêtés du 31 janvier 1942 et 4 août 1951. Son but est de coordonner la gestion des matières premières, la capacité des usines et de développer la consommation. Rattaché au ministère de l'Agriculture, il est présidé par un conseiller d'Etat et agit sous le contrôle d'un commissaire du gouvernement. Ses membres sont désignés par les syndicats des fabricants de pâtes alimentaires et les frais de fonctionnement sont couverts par une taxe professionnelle. Le comité est dissous le 31 janvier 1963.

Présentation du contenu :

67 AS 1-8	Grands livres (Paris-Alger).	1942-1963
67 AS 9-19	Journaux.	1942-1963
67 AS 19-23	Documents comptables : balances, journaux auxiliaires, fiches comptables, subventions, frais généraux.	1947-1962
67 AS 24-26	Correspondance, procès-verbaux, comptabilité, liquidation.	1946-1964

COMMISSION MIXTE DE BOULANGERIE-MEUNERIE DU NORD

Entrée **1989002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Chambre syndicale des meuniers du Nord

Dates extrêmes : 1948-1948

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Suite à une grève en octobre 1948, le Groupement professionnel des boulangers obtient de la préfecture la suppression du rattachement obligatoire à un meunier. La Commission mixte de boulangerie-meunerie est créée dans ces circonstances.

Présentation du contenu : fiches établies par les boulangers pour demander la fourniture de farine aux meuniers de leur choix.

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANÇAIS - CNPF

72 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1919-1981

Importance matérielle : 1691 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt (1988-1989)

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire détaillé par Y. Lanhers

Notice historique

En 1919, la Confédération générale de la production française est la première organisation de caractère fédéral intégrant douze groupes industriels qui, vers 1926, deviendront vingt-sept groupes et quatre mille syndicats primaires, tout en laissant de côté le commerce. Vers 1936 un département social s'ajoute à l'économique. Place est faite aux petites et moyennes entreprises de l'industrie et du commerce ; la confédération devient Confédération générale du patronat français.

C'est après la guerre, fin 1945, qu'a lieu l'assemblée constitutive du Conseil national du patronat français qui devient, le 12 juin 1946, association de la loi 1901. La structure et l'organisation du CNPF ne cessent de se transformer selon les nécessités économiques et sociales.

Le CNPF regroupe les unions patronales (locales, départementales, régionales), les chambres syndicales et les fédérations représentant les professions de l'industrie, du commerce et des services. Les délégués de ces organisations composent l'assemblée générale. Entre autres attributions, celle-ci élit le président. Celui-ci organise, anime, représente le Conseil national, assisté d'un conseil exécutif où siègent les vice-présidents.

La politique du CNPF est préparée par les commissions. Les commissions sociale et économique sont les plus importantes, mais il y a aussi d'autres commissions dont le nom et les activités varient au cours des années : commissions à l'action territoriale, du « Progrès des entreprises », de la compétitivité internationale, de l'information, etc. Ces commissions s'organisent en sous-commissions, groupes de travail, groupes d'études, réunis pour étudier des problèmes spécifiques.

Les archives témoignent de l'activité du Conseil : notes, rapports, interviews, correspondance avec les instances gouvernementales et administratives, avec les unions patronales, documentation sont autant d'indices de l'effort continu du patronat français de se tenir informé et d'informer, de défendre la croissance économique des entreprises.

Les fonds étant susceptible d'accroissements, on s'est borné à en exposer les grandes divisions, sans en préciser les dates extrêmes sujettes à modifications. L'essentiel des documents couvre la période 1946-1980, à l'exception naturellement des commissions de création plus récente.

Présentation du contenu :

72 AS 1-9	Confédération générale du patronat.	1914-1941
72 AS 10-30	Bureau international du travail (BIT).	1919-1938
72 AS 31-89, 1051, 1408	Secrétariat général.	
72 AS 90-163, 1125-1397, 1409-1618	Commission économique.	
72 AS 164-166, 1122-1124, 1619-1625	Commission de l'énergie.	
72 AS 167-213, 1398-1407, 1652-1654	Reconstitution des industries sinistrées.	
72 AS 214-215	Commission d'étude des questions agricoles.	
72 AS 216-218	Commission de la fiscalité.	
72 AS 219-309	Commission du tourisme technique. Visites d'entreprises.	
72 AS 310-335, 1078-1198, 1626-1651	Secrétariat administratif de la commission économique générale.	
72 AS 336-337	Commission de coopération économique.	
72 AS 338-410	Commission des relations économiques internationales.	
72 AS 411-418	Groupe d'études France-Amérique latine.	
72 AS 419-597	Commission sociale.	
72 AS 598-646, 1075	Enseignement-formation.	
72 AS 647-648	Service social.	
72 AS 649-736, 1655	Service des affaires juridiques.	
72 AS 737-777, 1656	Comité Franc-Dollar.	
72 AS 778-785	Comité France actuelle.	

72 AS 786-817, 1657	Conseil des fédérations industrielles d'Europe (CIFE).	
72 AS 818-820	Outre-mer	
72 AS 821-828, 1658	Commission de l'organisation professionnelle et économique.	
72 AS 829-834, 1199	Assises du CNPF.	
72 AS 835-855, 1200-1206	Assemblées générales du CNPF.	
72 AS 856-865	Commission de l'emploi.	
72 AS 866-881	Comité directeur du CNPF.	
72 AS 882-903	Association pour le perfectionnement des cadres de l'industrie et du commerce (APCIC).	
72 AS 904-905	Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprises (CRC).	
72 AS 906-907 1207-1208 1659	Comité de liaison « défense ».	
72 AS 908-911	Economic commission for Asia and the Far West (ECAFE).	
72 AS 912-913	Commission des règlements et du budget.	
72 AS 914-921	Groupement pour la reconstitution des industries agricoles et de l'alimentation (GRIAA).	
72 AS 922-923	Elargissement de la Communauté économique européenne.	
72 AS 924-927, 1076	Missions en Amérique.	
72 AS 928-942	Missions françaises au Japon. Centre japonais de productivité.	
72 AS 943-944	Démographie.	
72 AS 945-956	Comité d'études et de liaison du patronat de l'union française (CELPUF).	
72 AS 957-958, 1209, 1660-1666	L'entreprise.	
72 AS 959-960	<i>Situation sociale de la France.</i>	
72 AS 961-970	Direction de l'information.	
72 AS 971-974	Immigration.	
72 AS 975-1012, 1210-1214, 1667-1671	Commission équipement-logement et commission aménagement du territoire.	
72 AS 1013-1016, 1215-1219, 1672	Groupe assurances	
72 AS 1017-1018, 1220	Centre national d'information pour la productivité des entreprises (CNIPE).	
72 AS 1019-1023	Commission supérieure des conventions collectives.	
72 AS 1024-1041	Notes de synthèse (presse).	
72 AS 1042-1046	Commission départements et territoires d'Outre-mer.	
72 AS 1047-1049	Comité Franc-Extrême Orient.	
72 AS 1050	Association d'études pour l'expansion de l'économie (B. de Jouvenel).	
72 AS 1052-1067, 1673-1682	Archives de Philippe Combin, directeur des affaires financières à la direction économique.	1976-1986
72 AS 1068-1074, 1685-1691, 1943-1953	Commission de l'environnement.	
72 AS 1221	Société immobilière Marceau-Chaillot.	

72 AS 1683-1684	Subventions du CNPF.
72 AS 1883-1896	Archives Patrice Leroy-Jay.
72 AS 1954-2000	CEFILM.
72 AS 2001-2040	Questions sociales internationales.
72 AS 2041-2057	Direction scientifique et technique
72 AS 2058	Institut de l'entreprise.
72 AS 2061	CEGOS.
72 AS 2062	Divers : courrier, Assemblée nationale : proposition de loi.
72 AS 2063	Commission sociale Enseignement-formation

98 AS

Dates extrêmes : 1946-1993

Importance matérielle : 671 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt (1994)

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire numérique, par V. Coindeau, 365 p.

Présentation du contenu :

98 AS 1-31,	CNPF international.
98 AS 517-532	
98 AS 32	Directive « secteurs exclus »
98 AS 33-37, 44, 46	Transport
98 AS 38	Dossiers européens.
98 AS 39-43	Groupe « normalisation ».
98 AS 45	Statistiques OEST-INSEE.
98 AS 47	Aménagement du territoire-tourisme
98 AS 48	Groupe des assurances nationales
98 AS 49	Commissariat général du Plan.
98 AS 50	Conseil national de crédit
98 AS 51-112,	Direction générale de l'information, service de presse.
98 AS 137-138	
98 AS 113, 98 AS 132	Conseil économique et social.
98 AS 114	Grèves mai-juin 1968.
98 AS 115, 98 AS 136	Comité exécutif de l'information (comité Glasser)
98 AS 116-117, 198,	Fiscalité
98 AS 514-515,	
98 AS 594-595	
98 AS 118	Direction générale des études législatives
98 AS 119, 98 AS 127	Service des affaires européennes et de la politique commerciale.
98 AS 120, 98 AS 133	Commission des communautés européennes.
98 AS 121	UNICE et les petites et moyennes entreprises industrielles.
98 AS 122	Multinationales OCDE
98 AS 123	Construction de l'Europe.
98 AS 124	Marché commun
98 AS 125	Conseil de la communauté européenne
98 AS 126, 98 AS 129,	Relations économiques internationales.
98 AS 576-590,	
98 AS 598	
98 AS 607-609	
98 AS 128, 98 AS 131	Europe, correspondance diverse.
98 AS 130	Commission des affaires européennes.
98 AS 134	Amélioration des conditions de travail.
98 AS 135	Environnement, commission environnement

98 AS 299-323, 98 AS 329-335 98 AS 139 98 AS 140-145 98 AS 146-149 98 AS 156 98 AS 150 98 AS 151-155, 157-158 98 AS 159 98 AS 160-167 98 AS 174-187 98 AS 210-228 98 AS 168	Commission de politique économique générale. Assemblée permanente du CNPF. Conseil exécutif. Lettres du président du CNPF. Bureau du CNPF. Assemblée générale du CNPF. Direction de l'action territoriale et des liaisons professionnelles. Direction générale de l'information. Assises nationales des entreprises. Conseil des unions patronales. Séminaires. Annuaire du CNPF.
98 AS 169 98 AS 170-173 98 AS 188, 191-192, 200-201, 203-204, 229- 263, 288-290, 297-298, 469-477 98 AS 189-190, 193- 197, 199, 202, 205-209 98 AS 264-287 98 AS 291-296 98 AS 324-328 98 AS 336-437, 98 AS 496-513 98 AS 438-449 98 AS 450-456, 98 AS 533-575 98 AS 610-670 98 AS 457-464 98 AS 465	Direction ou service des affaires financières. Direction générale des services économiques. Service juridique. Direction des affaires économiques générales. Commission des finances. Politique industrielle Direction de la protection sociale. Direction des affaires scientifiques et techniques. Commission sociale. Réglementation du travail Commission de la compétitivité internationale. Commission des négociations commerciales internationales.
98 AS 466-468 98 AS 478 98 AS 479-489 98 AS 490-494 98 AS 495 98 AS 516 98 AS 591-593 98 AS 596-597 98 AS 599-600 98 AS 601-602 98 AS 603	Réseau national de promotion de la qualité. Travail temporaire M. Ceyrac. Formation, emploi Consommation, chambre arbitrale du CNPF. Fiches ADECO (Agence pour le développement de l'information économique) Notes mensuelles d'information directe et de travail à l'usage des organisations professionnelles et interprofessionnelles. Collection de conjoncture et d'études économiques avec le concours des ministères techniques et du CNPF. Comités Amérique actuelle et France actuelle
98 AS 604-605 98 AS 606 98 AS 671	Rapports sur la Confédération générale du patronat français de l'Algérie et de l'Union générale des industries du Maroc. Comité national de la productivité. Comité Franc-Dollar. Commission de l'équipement.

CONSORTIUM DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING

Entrée **1996110**

Niveau de description : fonds

Sous-fonds rattachés : Union patronale de la région d'Armentières ; Unions patronales des régions d'Halluin, Comines et Wervicq

Dates extrêmes : 1894-1987

Importance matérielle : 996 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt de Texnord

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Au début du XX^e siècle, l'industrie textile à Roubaix-Tourcoing constitue le fer de lance de l'économie. Le secteur textile est marqué par la prédominance des industries lainières et cotonnières. A la veille de la Première Guerre mondiale, environ 80 % de la population active de Roubaix est occupée par l'industrie textile. Toutefois, les conditions de vie difficiles des ouvriers rendent nécessaire l'apparition d'organisations à vocation sociale.

Les industriels nordistes sensibilisés aux problèmes sociaux suivent l'exemple de Romanet, ingénieur de la maison R. Royà à Grenoble, qui accorde en 1916 aux membres de son personnel les premières allocations familiales et est l'initiateur des premières caisses de compensation. C'est dans cet esprit qu'est créée l'association Familia. Fondée le 15 mars 1919 par Eugène Mathon et certains industriels de Roubaix-Tourcoing qui ont compris l'impérieuse nécessité d'aider les ouvriers face à la cherté de la vie, cette association industrielle qui débute officiellement le 1^{er} août 1919 a pour objet "l'étude et la réalisation des moyens de nature à parer, surtout par subvention, à l'effort personnel de l'ouvrier et au profit du personnel des associés, aux principaux aléas de l'existence des travailleurs, et à contribuer à la moralisation et à la pacification sociale par l'union du capital et du travail".

L'administration de Familia est assurée par un comité directeur de huit membres choisis parmi les adhérents. Ce comité établit le barème des allocations familiales à payer, fixe le montant des participations patronales et statue sur les situations particulières faites aux ouvriers.

Cette association pionnière dans le domaine de l'action sociale voit le nombre de ses adhérents croître. En 1919, le nombre de patrons adhérents est de 14. Le 6 avril 1920, les adhérents sont 77. C'est d'ailleurs à cette date que, la décision ayant été prise de payer les allocations familiales chez tous les adhérents des syndicats patronaux, le Consortium est définitivement constitué.

Après une brève existence, Familia disparaît le 1^{er} avril 1920, laissant donc place au Consortium qui reprend la Caisse de compensation à son compte.

L'industrie textile de Roubaix-Tourcoing pendant l'Entre-deux-guerres est incontestablement dominée par le Consortium. Cette organisation est présidée par Joseph Wibaux.

Mais les véritables dirigeants de l'action du Consortium sont Eugène Mathon et surtout son administrateur-délégué, Désiré Ley. Cet émigré d'Alsace-Lorraine est le véritable inspirateur de l'action du Consortium. Forte personnalité, il domine l'industrie textile dans les régions de Roubaix-Tourcoing, Halluin, Wervicq, Comines et même Armentières. A la mort d'Eugène Mathon en 1935, son influence se réduit considérablement.

Le Consortium est en fait une association de patrons développant une action sociale dans les milieux ouvriers. C'est également un véritable organe de résistance qui permet aux patrons de résister à de nombreux conflits sociaux grâce au versement d'indemnités de grèves.

On peut estimer que c'est l'une des premières associations qui a mis en œuvre en France un régime d'allocations familiales. C'est sans doute pour cette raison que le nombre d'adhérents se développe rapidement : alors qu'au 31 décembre 1920 le nombre d'adhérents est de 246, ils se retrouvent 388 au 30 avril 1929.

Le fonctionnement du Consortium est relativement classique. Chaque organisation adhérente désigne deux industriels comme membres du conseil d'administration. Le Consortium est également doté d'un secrétariat patronal qui s'occupe des questions de salaires et des rapports entre ouvriers et industriels. Un conseil d'administration du 21 mars 1921 nomme une Commission de direction chargée d'établir le programme d'action sociale du Consortium.

Les relations avec les industriels se font à l'aide de notes confidentielles et de circulaires signées par Désiré Ley. Elles permettent d'informer les adhérents sur les grandes positions prises par l'organisation.

Le Consortium s'occupe des questions de salaires, grèves et œuvres sociales jusqu'en 1921. C'est à cette date que fut constituée la Commission intersyndicale qui gère les questions de salaire et de grève. Parallèlement, le Consortium continue mais avec comme seul objectif les œuvres sociales. D'ailleurs le chiffre total des œuvres sociales pour les adhérents du Consortium s'élève au 30 avril 1929 à un peu plus de 168 millions de francs.

A côté des allocations familiales, on constate l'attribution par le patronat de nombreuses primes et allocations dans différents domaines tels que le logement ou encore la maladie ; plusieurs peuvent être mises en exergue : le sursalaire familial, la prime de fidélité, la dotation aux chefs de famille française, l'allocation militaire.

Toutefois, l'action de Désiré Ley à la tête du Consortium est loin de faire l'unanimité. Cet antagonisme à l'égard du Consortium vient des ouvriers qui n'ont que la grève pour se faire entendre, des syndicats chrétiens, mais aussi de certains industriels qui décident de créer une nouvelle organisation dans l'industrie textile. En effet, de nombreux industriels, tels Maurice Olivier (1886-1972) ou encore Philippe Leclerc (1899-1980), sont aux premiers rangs des patrons qui veulent briser l'hégémonie du Consortium. Dans ce contexte est créé en 1942 une nouvelle organisation patronale : le Syndicat patronal textile de Roubaix-Tourcoing, grâce à la fusion de l'Union syndicale de Roubaix-Tourcoing, de la section textile du Groupement patronal interprofessionnel et de l'Union des fabricants de tissus, robes et draperies. C'est un fabricant de tissus, Bernard d'Halluin, qui préside cette nouvelle organisation.

En 1965, le conseil d'administration du Consortium est totalement renouvelé et entreprend sous l'impulsion de Jules Despature de régénérer l'administration si longtemps dirigée par Désiré Ley. En janvier 1966, Désiré Ley part en retraite.

De nos jours, le Consortium existe sous la forme de deux organismes : la Société immobilière et la Caisse de compensation.

Présidée par Joseph Wibaux et administrée par Désiré Ley, la Caisse de compensation professionnelle du Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing englobe toutes les professions de l'industrie textile, les imprimeurs et les négociants en charbon. Cette caisse a pour objet la création et la gestion dans les conditions prévues par le loi du 11 mars 1932 d'un service d'allocations familiales en faveur du personnel des employeurs adhérents.

La Société immobilière du Consortium, société anonyme au capital de deux millions de francs constituée le 23 septembre 1920, assure la gestion et l'administration des biens immobiliers qu'elle possède, en particulier de l'immeuble de la place de la Fosse-aux-Chênes à Roubaix, siège social du Consortium, et également de l'hôpital Vincent à Berck-plage destiné à recevoir les enfants des ouvriers. De nos jours, la société immobilière s'est transformée en association.

Présentation du contenu : procès-verbaux du conseil d'administration ; procès-verbaux des assemblées générales ; correspondance ; circulaires d'information interne ; tracts ouvriers et patronaux ; affiches-textes ; coupures de presse ; film sur l'importance de la ville de Roubaix dans les secteurs économiques et sociaux ; documentation.

FEDERATION DES INDUSTRIES MECANIQUES ET TRANSFORMATRICES DE METAUX - FIMTM

78 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1958-1988

Importance matérielle : 14 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt (1991)

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire numérique par F. Hildesheimer, 3 p.

Présentation du contenu : rapports ; documentation ; révision des prix ; études et notes d'information ; programmes d'action ; relations avec EdF.

FEDERATION NATIONALE DE LA PUBLICITE. COMMISSION FEDERALE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

Entrée **1997033**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1950-1997

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

La Fédération nationale de la publicité est la dénomination actuelle de l'association réunissant les divers syndicats et/ou associations professionnelles groupant « par métiers » les entreprises dont le but est l'exercice d'une activité commerciale se situant dans l'univers de la publicité.

Cette association, créée peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'est appelée successivement Fédération française de la publicité puis Confédération nationale de la publicité avant d'adopter l'intitulé actuel.

L'une des premières préoccupations de ses fondateurs a été de faire reconnaître les usages et pratiques des entreprises de publicité (agences-conseil, exploitants et régisseurs de media, créateurs, graphistes, etc.). C'est ainsi qu'est décidée la création de la Commission fédérale de conciliation et d'arbitrage (CFCA).

Dans les années 1950, la publicité prend son essor mais le secteur économique ainsi que ses activités recouvrent sont peu connus - pour ne pas dire ignorés - par la plupart des magistrats d'Etat et consulaires et par la majorité des professionnels du droit.

La création d'un centre de conciliation et d'arbitrage répond à deux objectifs : faire reconnaître les usages de ces professions ; concilier, et à défaut trancher, au moindre coût et dans les délais les plus brefs les litiges mettant en cause des acteurs de la publicité.

Par la suite, le centre d'arbitrage devient un centre d'organisation d'arbitrages opérant dans le cadre réglementaire du nouveau Code de procédure civile.

En presque cinquante ans d'existence, la CFCA a réglé un nombre considérable de litiges mais a aussi contribué à créer une jurisprudence devenue peu à peu la référence en la matière. Elle est dissoute en 1997.

Présentation du contenu : dossiers d'arbitrage comportant un exposé du différend et la sentence motivée des arbitres.

SYNDICAT DES FABRICANTS DE TOILES D'ARMENTIERES

Entrée **1994007**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Syndicat patronal textile d'Armentières

Dates extrêmes : 1903-1976

Importance matérielle : 315 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt du Syndicat patronal textile d'Armentières

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Le Syndicat des fabricants de toiles d'Armentières est créé à la suite des grèves des tisseurs de 1903, afin "d'établir un lien entre tous les adhérents pour rechercher et appliquer toutes les mesures propres à sauvegarder les intérêts du tissage et à en améliorer la situation", c'est-à-dire défendre les intérêts patronaux, représenter le tissage auprès des organisations syndicales ouvrières et étudier les barèmes de salaires.

Peu à peu, les préoccupations sociales prennent de l'importance. Aux problèmes liés aux salaires s'ajoutent alors ceux des allocations familiales, du logement, de la mutuelle, de l'apprentissage, de la médecine du travail et des retraites ouvrières.

Désormais, les patrons du tissage ne peuvent prendre seuls des décisions qui impliquent tout le secteur textile. Ces problèmes sont à traiter à un stade supérieur. C'est dans cet optique qu'est créée l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France et un peu plus tard, en 1943, le Syndicat patronal textile d'Armentières.

Le Syndicat des fabricants de toiles d'Armentières ne s'occupe alors plus que des questions économiques et commerciales. Mais il ne peut pas non plus prendre seul des décisions pour fixer une politique de vente, protester efficacement contre une loi ou encore obtenir la modification de la législation en cours. Bientôt ces questions économiques doivent aussi être traitées à l'échelon national. Comme le dit son président lors de l'assemblée générale du 5 novembre 1957, l'activité locale du Syndicat des fabricants de toiles est "dès lors bien minime" : il ne s'occupe plus que de la défense du label "Toiles d'Armentières".

Les derniers documents retrouvés, datent de 1976, ce qui amène à supposer que le Syndicat des fabricants de toiles s'est dissout à cette époque.

Présentation du contenu : actes de constitution ; procès-verbaux et feuilles de présence des assemblées générales ; relations avec les adhérents ; documentation reçue et produite ; enquêtes et statistiques ; correspondance générale ; études techniques ; relations extérieures ; défense des intérêts économiques et fiscaux des adhérents ; réglementation du travail et problèmes sociaux ; comptabilité.

SYNDICAT DES MEUNIER A FAÇON DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Entrée **1989002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Chambre syndicale des meuniers du Nord

Dates extrêmes : 1935 à 1960

Importance matérielle : 5 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Le Syndicat des meuniers à façon du Nord et du Pas-de-Calais est un organisme d'étude et d'entraide créé en 1935 et siégeant à Wormhoudt (Nord). Il a pour but de préserver le droit des producteurs de blé à faire moudre le blé destiné à la consommation familiale, malgré les dispositions législatives de 1934 qui compliquent cette procédure.

Présentation du contenu : procès-verbaux des assemblées générales et réunions ; publications collectées par le syndicat.

SYNDICAT DES PEIGNEURS DE LAINE

Entrée **1999020**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Peignage Amédée

Dates extrêmes : 1883-

Modalités d'entrée : dépôt

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé, bordereau sommaire

Présentation du contenu : procès-verbaux de réunions ; circulaires ; renouvellement du syndicat ; comptabilité ; tontine ; contentieux ; assurances ; salaires ; rachats de peignages ; grèves ; production ; études ; accidents du travail ; statistiques ; tarifs ; dommages de guerre ; eaux et pollutions ; correspondance ; documentation reçue.

SYNDICAT PATRONAL TEXTILE D'ARMENTIERES

Entrée **1994007**

Niveau de description : fonds

Sous-fonds rattachés : Syndicat des fabricants de toiles d'Armentières ; Comité d'entente des syndicats patronaux [Région d'Armentières]

Dates extrêmes : 1945-1970

Modalités d'entrée : dépôt du Syndicat patronal textile d'Armentières

Importance matérielle : fonds en cours de classement

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Notice historique

C'est au cours de la Seconde Guerre mondiale que s'est constituée à Armentières la première organisation patronale réunissant sur le plan local toutes les entreprises du secteur textile volontaires pour agir ensemble. Auparavant, la loi de 1884 avait permis dans le Nord l'éclosion de nombreux syndicats textiles dont les objectifs étaient économiques, fiscaux et commerciaux, mais qui voulaient aussi répondre aux revendications salariales. Dans le textile, la matière première (laine, coton, jute, lin etc.) joue un rôle essentiel dans la constitution de ces syndicats qui regroupent les patrons par branche de production. Ces syndicats se spécialisent petit à petit dans les questions économiques ; les questions sociales sont traitées de préférence par des syndicats inter-branches. Selon ses statuts de 1943, le Syndicat patronal textile d'Armentières est ouvert à toutes "les firmes s'occupant de la fabrication de la transformation ou de la vente des produits textiles ou qui exercent une industrie ou un commerce similaires ou connexes" à

Armentières ou dans ses environs. Il se donne pour but "l'étude et la réalisation de toutes mesures de caractère social ou professionnel". Les adhérents s'engagent à "appliquer les décisions régulièrement prises par le comité directeur ou l'assemblée générale et à soumettre au comité préalablement à toute action de leur part, les questions d'ordre général et professionnel susceptibles d'intéresser l'ensemble de la profession". Les missions du Syndicat sont donc essentiellement d'ordre social pour l'ensemble du secteur textile local.

Aujourd'hui, suite à la récession du secteur textile, le Syndicat patronal a surtout un rôle de consultant et d'arbitre entre les entreprises, les syndicats ouvriers et les instances de l'Etat.

Présentation du contenu : circulaires ; dossiers comptables ; enquêtes sur la main-d'œuvre et les salaires ; revues de presse et de correspondance avec les adhérents ; documentation reçue (émanant notamment de l'Union régionale des industries de confection, de la Fédération des associations régionales, du Groupement régional de l'industrie textile, du Syndicat patronal textile de Roubaix-Tourcoing et de l'Union des Industries textiles).

SYNDICAT PATRONAL TEXTILE DE FOURMIES

Entrée **1995014**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1891-1965

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : fonds non classé

Présentation du contenu : délibérations ; statistiques ; tracts ; publications ; documents publicitaires.

SYNDICAT PROFESSIONNEL DES PRODUCTEURS DE MATIERES PLASTIQUES

56 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1940-1974

Importance matérielle : 55 unités documentaires, 6 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don (1985)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par B. Joly, 11 p.

Notice historique

Le syndicat professionnel des producteurs de matières plastiques est créé le 30 décembre 1940 pour doter un secteur jusque là totalement inorganisé d'une structure de défense et de concertation. Il joue un rôle essentiel de liaison entre l'Etat et les entreprises et de défense de la profession. A ce titre, son fonds d'archives, complet et bien organisé, est précieux pour l'étude des débuts et de la réussite d'un secteur aujourd'hui essentiel.

Présentation du contenu :

56 AS 1	Fondation ; activités pendant la guerre ; transformation à la Libération.	1940-1945
56 AS 2	Procès-verbaux de réunions.	1940-1968
56 AS 3	Centre d'études des matières plastiques.	1943-1971

56 AS 4-21	Correspondance.	1948-1970
56 AS 22-25	Cotisation des entreprises d'après leur chiffre d'affaires.	1941-1970
56 AS 26-28	Activités du syndicat, par section et par produits.	1945-1970
56 AS 29	Marque de qualité ; établissements classés.	1942-1965
56 AS 30	Evolution des prix.	1947-1969
56 AS 31	Rapports avec l'union des industries chimiques et avec l'Association des ingénieurs, des techniciens, des utilisateurs et des commerçants des plastiques (SITIC).	1945-1970
56 AS 32-34	Protection de l'environnement ; utilisation des matières plastiques pour l'agriculture ; contact des denrées alimentaires.	1952-1972
56 AS 35-46	Statistiques et enquêtes.	1946-1970
56 AS 47-50	Seconde Guerre mondiale, réparations allemandes, plan Marshall.	1942-1955
56 AS 51-52	Questions douanières, Marché commun.	1945-1970
56 AS 53-55	Bureau d'informations techniques des matières plastiques, réglementation internationale.	1959-1974

UNION DES ENTREPRENEURS ET ARTISANS DE PLÂTRERIE DE FRANCE

Entrée **1998009**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1942-1964

Importance matérielle : 12 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

L'Union des entrepreneurs et artisans de plâtrerie de France est née au lendemains de la Seconde Guerre mondiale de la volonté de quelques entrepreneurs sentant la nécessité de se regrouper pour participer à l'effort de reconstruction, pour moderniser le métier et pour empêcher les entreprises de gros œuvre d'absorber leur profession.

Le but de l'Union est de fixer la politique du corps d'état en matière technique, de diffuser les informations notamment en matière de formation. Elle établit aussi une liaison avec les laboratoires du bâtiment pour orienter la recherche. Des relations avec les pays étrangers conservent un aspect ponctuel jusqu'à la création en 1953 d'une Union internationale des entrepreneurs de plâtrerie qui a servi de support aux actions de l'Union des entrepreneurs et artisans de plâtrerie de France.

Présentation du contenu : courriers préparatoires à la création du syndicat ; convocation aux réunions ; comptes rendus des réunions de bureau.

UNION MEUNIERE DU NORD

Entrée **1989002**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Chambre syndicale des meuniers du Nord

Dates extrêmes : 1945-1982

Importance matérielle : 40 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Les Unions meunières régionales ou départementales sont des sociétés de contingentement privé dont la plus ancienne est l'Union meunière de l'Aisne, fondée en 1930. L'Union meunière du Nord, société anonyme à capital variable, est fondée en 1945. Elle a pour objet toutes opérations se rapportant à l'industrie et au commerce de la meunerie, effectuées pour le compte des meuniers du Nord ou de tous fournisseurs de farine dans le département.

Présentation du contenu : procès-verbaux des assemblées générales ; procès-verbaux du conseil d'administration ; documents relatifs aux domaines ; documents relatifs au personnel ; livres comptables ; dossiers de contentieux concernant le règlement de la dette des boulangers du Nord et du Pas-de-Calais envers les moulins fournisseurs - notamment les Grands moulins de Paris.

UNION PATRONALE DE LA REGION D'ARMENTIERES

Entrée **1996110**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing

Dates extrêmes : 1922-1937

Importance matérielle : 39 unités documentaires

Modalités d'entrée : dépôt de Texnord

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Désiré Ley, l'administrateur délégué du Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, est également l'initiateur d'une union patronale dans la région d'Armentières. Il préside deux organisations :

- L'Association familiale d'Armentières, créée en 1920. Elle regroupe les patrons des industries textiles des cantons d'Armentières, Bailleul, Merville, Hazebrouck, Laventie. Cette association a pour objet des répartir les aides aux familles nombreuses dans l'industrie textile. Dès 1933, Désiré Ley est directeur de cette association.
- L'Union patronale de la région d'Armentières est créée vers 1933. Elle se fixe quatre buts :
 - permettre aux industriels signataires de s'aider mutuellement dans la résistance aux grèves injustifiées ;
 - faciliter pour chaque employeur les rapports avec les ouvriers ;
 - réaliser éventuellement une entente entre les industriels signataires d'une part, et d'autres industriels qui exercent la même profession ou une profession quelconque d'autre part ;
 - créer, subventionner, entretenir toute institution susceptible d'améliorer la condition des ouvriers.

Désiré Ley démissionne de cette Union le 4 avril 1936 mais en reste président par intérim.

Présentation du contenu : documents relatifs à la constitution des organisations patronales ; procès-verbaux des assemblées générales et des conseils d'administration ; circulaires ; correspondance ; coupures de presse notamment sur les salaires et les grèves.

UNIONS PATRONALES DES REGIONS D'HALLUIN, COMINES ET WERVICQ

Entrée **1996110**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing

Dates extrêmes : 1919-1964

Importance matérielle : 64 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Depuis 1919, le manque d'union à Halluin entre les industriels est un des facteurs qui facilite la création d'organisations politiques et syndicales d'esprit communiste.

Face à cette situation, un groupe d'industriels décide le 22 mars 1923 de constituer un groupement de défense du patronat qui prend le nom d'Union industrielle d'Halluin. Désiré Ley ,qui a encouragé cette union, en prend la direction. Toutefois, l'existence de l'Union industrielle d'Halluin est brève. A la suite d'une importante grève et de dissensions entre les patrons sur la façon de gérer le conflit, l'Union est dissoute dès février 1924.

Malgré cette première expérience malheureuse d'union patronale, les industriels prennent conscience de plus en plus de la nécessité de se regrouper plus largement pour faire face à l'agitation ouvrière. C'est la raison d'être des Unions patronales des régions d'Halluin, Comines, Wervicq, qui voient le jour au début des années trente.

Présentation du contenu : documents relatifs à la constitution des organisations patronales ; procès-verbaux de réunions ; listes d'adhérents ; correspondance ; coupures de presse sur les salaires directs ou indirects, les conditions de travail, la durée du travail et les grèves.

COMITES D'ENTREPRISES

PIERRE BOUVIER

Entrée **1994022**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1965-1985

Importance matérielle : 390 unités documentaires

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice biographique

Pierre Bouvier est un sociologue qui a travaillé notamment sur les comités d'entreprise.

Présentation du contenu : publications, ouvrages et documentation concernant la sociologie du travail, rassemblés notamment dans le cadre de recherches portant sur les comités d'entreprises (RATP, Péchiney-Ugine-Kuhlmann) et sur le syndicalisme.

COMPAGNIE GENERALE FRANCAISE DE TRAMWAYS. COMITE CENTRAL D'ENTREPRISE

Entrée **1996027**

Niveau de description : sous-fonds

Fonds de rattachement : Compagnie générale d'entreprises automobiles

Dates extrêmes : 1947-1968

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Modalités d'entrée : dépôt de la Compagnie générale d'entreprises automobiles

Conditions d'accès : communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Le Comité central d'entreprise de la Compagnie générale française de tramways (CGFT) est créé en 1947.

Présentation du contenu : registre des procès-verbaux.

DANONE. COMITE D'ENTREPRISE [USINE DE SECLIN]

Entrée **1997020**

Niveau de description : fonds

Conditions d'accès : communicable sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique

Le groupe Danone a installé en 1969 une usine à Seclin, spécialisée dans la fabrication de produits laitiers. Suite à un plan de restructuration du groupe, l'usine de Seclin ferme ses portes en 1997.

Présentation du contenu : procès-verbaux des réunions du comité d'entreprise ; tracts syndicaux ; bilans sociaux.

FILATURE KELLERMANN. COMITE D'ENTREPRISE

Entrée **1994031**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1954-1956

Importance matérielle : 4 unités documentaires

Conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Fondée au début du XX^e siècle, la Filature Kellermann (Roubaix) appartient au groupe textile André Lepoutre. Elle emploie 130 personnes en 1950 et est spécialisée dans la filature de laine peignée pour produits de haute qualité. Elle travaille aussi les fibres synthétiques.

C'est en 1954 qu'ont eu lieu les premières élections en vue de la constitution d'un Comité d'entreprise au sein de la Filature Kellermann. Celui-ci n'a qu'une durée de vie éphémère. Il est dissout dès 1956.

Bien que peu volumineuses, les archives du Comité d'entreprise de la Filature Kellermann apportent un témoignage vivant sur les conditions de travail et les relations sociales au sein de l'entreprise, ainsi que sur les difficultés rencontrées dans la mise en place et dans le fonctionnement d'un tel organisme.

Présentation du contenu : documents concernant l'organisation et les résultats des élections ; comptes rendus des réunions du Comité d'entreprise ; un questionnaire sur le rôle du Comité d'entreprise ; correspondance.

REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT. COMITE D'ETABLISSEMENT DE RENAULT-BILLANCOURT
--

Entrée **1995049**

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1969-1970

Importance matérielle : 1 unité documentaire

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire méthodique CAMT

Notice historique

Ce fonds rassemble des archives témoignant des activités de l'ancien Comité d'établissement Renault de Billancourt en 1969-1970.

SEQUESTRES DE L'ADMINISTRATION DES DOMAINES

SEQUESTRE DES BIENS DES SYNDICATS

12 AS

Niveau de description : fonds

Dates extrêmes : 1921-1946

Importance matérielle : 2 unités documentaires, 0,25 mètre linéaire

Modalités d'entrée : dépôt (1950)

Conditions d'accès : librement communicable

Instrument de recherche : répertoire numérique par R. Gourmelon et H. Charnier, 6 p.

Présentation du contenu : documentation sur la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération générale de l'artisanat française (CGAF), notamment sur le personnel, les statuts, les finances et les organisations qui en dépendent.

12 AS 1	CGT.	1921-1946
12 AS 2	CFTC et CGAF.	1928-1946